

LE DEVOIR

VOL. 230 LE MARDI 12 OCTOBRE 1999 87c + TAXES = 1\$



LES SPORTS
LES ROUGHRIDERS, DINDONS DE LA FARCE AU STADE MOLSON
PAGE B 4

LES ACTUALITÉS
CERVEAUX SAINS DEMANDÉS, S.V.P.
PAGE A 3

LES ACTUALITÉS
LE SIX MILLIARDIÈME ÊTRE HUMAIN EST NÉ CE MATIN
PAGE A 3



PERSPECTIVES

De Gaulle superstar

Après Notre-Dame de Paris, le mégaspectacle de l'automne parisien met en scène le père de la France moderne. Moins sexy qu'Esméralda mais tout aussi vendeur, de Gaulle est la nouvelle coqueluche du show-business. La politique aurait-elle besoin de héros?

I n'a pas vraiment la tête de Bruno Pelletier ni celle de Daniel Lavoie. Qu'importe, son profil reconnaissable entre tous est sur tous les murs de la capitale française depuis neuf mois. Cela a commencé en janvier par la photo énigmatique d'un enfant du début du siècle, accompagnée de ces seuls mots: «Celui qui a dit non.» Dix jours plus tard, on découvrait son identité. Le procédé publicitaire s'est avéré parfait pour faire monter le suspens.

Pour ceux qui n'auraient pas compris, la mairie de Paris vient de faire ériger une croix de Lorraine de 25 mètres de haut porte Maillot, à deux pas du Palais des congrès. Coût de l'opération: 200 000 \$, aux frais du contribuable bien sûr! Luc Plamondon doit rager de n'avoir pu décrocher la même chose l'an dernier pour son Notre-Dame de Paris. Le mégaspectacle de l'automne qui lui succède dans la même salle a cette année des relects plus politiques que romantiques. Celui qui a dit non porte sur le général, seul et unique sauveur de la République: de Gaulle.

Rassurez-vous, on ne verra pas de balcon dans cette saga romancée du libérateur de la France, lancée cette semaine en grande pompe. Des escaliers seulement, où l'on se tire dessus avec 200 fusils. Mercredi, tout le gratin du gaullisme avait été mobilisé pour la générale: du président Jacques Chirac aux anciens ministres encore vaillants. Même le chef communiste Robert Hue, soudainement converti au gaullisme, était de la fête.

Dans cette grande messe de deux heures trente, le comédien et metteur en scène Robert Hossein raconte la libération de la France, l'appel du général, ses démêlés avec Churchill, le débarquement de Normandie, jusqu'à l'entrée triomphale dans Paris. Le tout sur des textes de deux académiciens irréprochables: Alain Decaux et Alain Peyrefitte. Hossein est l'auteur de spectacles multimédias qui racontent aussi bien la vie de Jésus et de Robespierre que de Marie-Antoinette (dont il soumettait chaque soir le sort au vote des spectateurs). Après de Gaulle, Hossein rêve de faire bientôt revivre Ben Hur au stade de France! Au Palais des congrès, il dirige les manœuvres de 110 comédiens et figurants qui s'élancent en tous sens pour redresser un tricolore vacillant.

Si Plamondon avait convaincu le producteur Charles Talar, Hossein a convaincu François Pinault, propriétaire des magasins Printemps et La Redoute. Cet ami personnel de Jacques Chirac a mis dix millions de dollars sur la table, dont 800 000 \$ pour la publicité seulement. La production devrait attirer les 300 000 spectateurs nécessaires pour en éponger les coûts.

Saura-t-on un jour pourquoi la politique a soudain tant besoin de s'accrocher à des héros de fiction? Ce spectacle à caractère pédagogique survient alors que le discours des nostalgiques de la république est en recrudescence aussi bien à gauche qu'à droite. On ne compte plus les ouvrages expliquant la république aux enfants comme aux adultes ou déplorant son ramollissement idéologique. A chaque rentrée scolaire, il est question d'en renforcer l'enseignement en classe. Parallèlement, les ouvrages sur de Gaulle, symbole par excellence

VOIR PAGE A 10: DE GAULLE

MÉTÉO

Montréal Ensoleillé le matin. Ennuagement en après-midi. Max: 13 Min: 2	Québec Ciel variable. Max: 11 Min: 2
---	---

Détails, page B 5

INDEX

Annonces B 5	Le monde A 6
Avis publics B 3	Les sports B 4
Culture B 8	Mots croisés B 5
Editorial A 8	Planète B 2
Entrevue B 1	Religions B 6
Idées A 9	Télévision B 7

www.ledevoir.com

Tolérance zéro pour les routiers

■ Québec poursuivra les camionneurs qui ne respectent pas l'injonction
■ Les leaders syndicaux comptent en appeler de la décision des tribunaux

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

Alors que le gouvernement adoptait la ligne dure avec les camionneurs récalcitrants et annonçait qu'il allait poursuivre en justice tous ceux qui ne respectent pas l'injonction, les chefs syndicaux, arguant la fluidité de la circulation, invitaient de nouveau le gouvernement à s'asseoir à la table de négociation, tout en faisant part de leur volonté

de faire appel de la décision des tribunaux. «Le gouvernement ne cédera pas aux pressions actuelles», a averti Serge Ménard, ministre de la Sécurité publique, en conférence de presse hier. Alors que certains camionneurs indépendants défiaient l'injonction, le ministre Ménard prévenait que les policiers faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour la faire respecter. «C'est la tolérance zéro pour toute forme de présence sur les accotements ou à proximité des routes», a lancé M. Ménard.

C'est ainsi que hier matin, trois camionneurs ont été arrêtés par la Sûreté du Québec à Hébertville au Saguenay-Lac Saint-Jean tandis que 13 véhicules étaient saisis. Deux autres propriétaires de poids lourds ont été conduits au poste de police de Rouyn-Noranda par les agents de la paix et finalement une quatrième arrestation a eu lieu à Lac-la-tortue en Mauricie. «Ils ont tous outrepassés ce qu'on leur

VOIR PAGE A 10: ROUTIERS



ANDRÉ FORGET LE DEVOIR

ELLE a 18 ans, elle est double championne du monde junior et elle a de la suite dans les idées. La cycliste Geneviève Jeanson, bardée de ses deux médailles d'or et revêtue de son maillot arc-en-ciel de championne du monde, a fait un retour triomphal, hier midi, à Dorval. Plusieurs dizaines de parents et d'amis ainsi que plusieurs journalistes étaient là pour accueillir la nouvelle coqueluche, qui a réalisé un doublé historique en remportant, la semaine dernière, le contre-la-montre et l'épreuve sur route des championnats du monde cyclistes chez les juniors. Nos informations en page B 5.

L'après déficit zéro

Les experts souhaitent plus que des baisses d'impôt

«Attention aux services publics, à l'épargne et aux taxes cachées»

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le ministre Bernard Landry se verra offrir quelques surprises lors des travaux de la commission parlementaire qui doit se pencher au cours des trois prochaines semaines sur la réduction de l'impôt des particuliers. Lors d'un colloque exploratoire, trois experts s'efforceront aujourd'hui d'élargir les horizons du ministre des Finances en lui suggérant davantage qu'une réduction du fardeau fiscal selon les scénarios proposés au printemps dernier.

Le président de la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics, Alban D'Amours, pense que Québec doit non seulement baisser les impôts, mais investir davantage en santé et en éducation. L'économiste Pierre Fortin estime que la réduction du fardeau fiscal est devenue une question de légitimité, mais il proposera au gouvernement de stimuler aussi l'épargne chez les contribuables, tandis que le fiscaliste Claude Laferrière suggérera d'éliminer plusieurs taxes cachées.

Ces trois experts, qui prendront la parole aujourd'hui devant les parlementaires de l'Assemblée nationale, ne viendront donc pas cautionner de facto les scénarios de baisses d'impôt du ministre Landry, «ce choix de société crucial».

Alban D'Amours, maintient que le gouvernement peut à la fois réduire le fardeau fiscal des Québécois et réinvestir dans les services publics. Plus de la moitié des recommandations du rapport de la Commission qu'il a présidé en 1996 ont été appliquées, souligne-t-il, mais le gouverne-

VOIR PAGE A 10: IMPÔT

De Matane aux Grands Boulevards

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

J'aurais vu Isabelle Boulay au dernier spectacle de la Saint-Jean à Québec. Entourée de Gildor Roy et de France d'Amour, la fille de Sainte-Félicité, près de Matane, ne donnait pas sa place sur une scène inégale mais tout de même électrisante. Aujourd'hui, il est difficile de se souvenir que celle qui achève une semaine à l'Olympia et attaque ce soir le Zénith (6500 places) en première partie de Francis Cabrel est la même qui a réchauffé les plaines d'Abraham trois mois plus tôt.

La guitare de Rick Haworth a beau faire son possible, les accents rauques ont fait place aux trémolos. Les envolées rock ne laissent plus entendre qu'un lointain blues tranquille. Les hurlements de la scène extérieure se sont transformés en chansonnettes. Des débanchements sauvages ne subsistent que quelques mouvements languissants. Envolee la rockeuse de Matane, la fille des Honky Tonks, la petite rousse des bars country de la Gaspésie.

Certes, faire la première partie de Francis Cabrel n'est pas ce qu'on peut imaginer de mieux. Côté public s'entend, car pour la carrière c'est le pactole. L'ancienne choriste de Dan Bigras n'a que sept chansons pour réchauffer la salle pendant que les retardataires cherchent leur place en déplaçant des rangées de spectateurs qui essaient d'entendre ce que dit l'interprète coincée entre le rideau de scène mauve et la fosse d'orchestre. A l'entracte, on distribue des billets de loterie. Une ambiance de salle d'attente.

Saura-t-on un jour à Paris que l'ex-Marie-Jeanne de Starmania est une amoureuse de musique country, une passionnée de steel guitar qui rêve plus que tout au monde d'enregistrer un disque avec le grand maître de la Nouvelle Orléans, Daniel Lanois? Parlez lui des deux titres qu'il a mixés sur le dernier disque de Marianne Faithfull et elle est intarissable. Mais qui pourrait se douter sur les Grands Boulevards que cette ancienne étudiante en littérature du cégep de Limoilou n'est jamais si heureuse que lorsqu'elle chante *Le Lac Bijou* en duo

Peu d'artistes québécois ont connu une ascension aussi fulgurante à Paris. Isabelle Boulay entreprenait la semaine dernière une tournée de 31 spectacles. En l'an 2000, elle pourrait refaire l'Olympia, seule cette fois.

VOIR PAGE A 10: BOULAY



ARCHIVES LE DEVOIR

Profitez d'aucune réduction!

Naviguez à haute vitesse sans baisse de vitesse sur notre réseau d'accès.

310-INTERNET SYMPATIO Edition Haute Vitesse

Offert là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. Le nom et le dessin de Sympatio sont des marques de commerce de MédiaLinx Interactif inc. utilisées sous licence. Le service Sympatio Bell Edition Haute Vitesse est offert par Bell Communications évoluées (1998) inc.



• LES ACTUALITÉS •

Nouvelle session à Ottawa

Les libéraux voudraient pouvoir réduire les impôts... tout en adoptant de nouveaux programmes

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le premier ministre Jean Chrétien s'engage aujourd'hui dans une nouvelle session parlementaire avec un objectif qu'il s'est lui-même imposé: celui de réduire les impôts tout en poursuivant ses engagements en faveur de la justice sociale.

Le Discours du trône d'aujourd'hui, qui sera lu par la nouvelle gouverneure générale Adrienne Clarkson, marquera le début d'une campagne de deux ans pour le gouvernement libéral qui mènera tout droit aux prochaines élections fédérales.

Les grands thèmes adoptés par les libéraux sont déjà clairs:

- une réduction d'impôts, à condition que l'économie reste forte, sans risque de retomber dans un déficit budgétaire et sans compromettre les programmes sociaux;
- des mesures pour les enfants qui pourraient s'harmoniser avec une baisse d'impôts pour les familles à revenu moyen et les travailleurs à bas salaires;
- des initiatives en recherche et en éducation pour ralentir l'exode des cerveaux et relancer l'industrie du savoir;
- des mesures environnementales qui pourraient laisser entrevoir

une approche plus dynamique dans les dossiers des espèces en voie de disparition, de l'exportation d'eau en vrac et des gaz à effet de serre.

Les stratèges libéraux, conscients du symbolisme politique entourant le nouveau millénaire, ont essayé de rassembler plusieurs éléments disparates dans une seule vision.

Ainsi, un des thèmes qui sera abordé sera celui de l'accroissement de la qualité de vie des Canadiens et le maintien de la première position au palmarès des Nations unies, calculé à partir du controversé indice du développe-

ment humain.

"Je n'arrête pas de leur dire que le Canada est considéré comme le meilleur pays à habiter", a blagué le premier ministre Chrétien la semaine dernière, à l'occasion de la visite du président américain Bill Clinton.

Réductions d'impôt

Le ministre des Finances, Paul Martin, est toujours en consultation auprès des économistes du secteur privé pour déterminer l'ampleur du surplus budgétaire qu'il devra gérer, et il ne devrait pas faire de déclaration sur le sujet avant le début

novembre. Quant aux fameuses réductions d'impôts, il faudra attendre en février prochain pour en connaître la teneur, lors de la présentation du prochain budget. Mais encore là, le ministre Martin pourrait se limiter à faire des promesses pour une période de cinq ans et rendre la future croissance économique responsable de ces réductions fiscales.



ARCHIVES LE DEVOIR
Le premier ministre Jean Chrétien



Ça donne envie de reprendre la route.

Le nouveau service **LibreContact** transforme votre SCP Bell Mobilité™ en modem. Maintenant, à partir de votre ordinateur portable ou de poche, vous avez accès par voie numérique, partout et en tout temps, à Internet, au réseau de votre entreprise et à votre courriel.

Trousse LibreContact numérique gratuite.

À l'achat de la trousse LibreContact, une remise de 75 \$ (plus taxes) sera appliquée à votre facture mensuelle.

Pour en savoir plus, appelez-nous, consultez notre site Web ou passez nous voir à l'un de nos magasins Espace Bell™

1 888 4MOBILE www.auxgensdaffaires.com

Les nouveaux forfaits Mobilité.

400 minutes	650 minutes	800 minutes	1500 minutes
49\$	79\$	99\$	159\$

- Minutes utilisables en tout temps¹
- Aucun contrat
- Pas de frais d'itinérance²
- Facturation à la seconde
- Conférence à trois, Renvoi automatique et Appel en attente inclus.

En vigueur jusqu'au 31 octobre avec un forfait SCP numérique à partir de 29 \$ ou plus par mois ou d'un abonnement à un forfait d'entreprise avec un bloc de temps d'antenne Mobilité-entreprise. Jusqu'à épuisement des stocks. Sous réserve de modification ou de prolongation sans préavis. Détails en magasin. Les forfaits à 29 \$ et 49 \$ par mois sont en vigueur pour les appels locaux et vocaux au Canada seulement. Les minutes non utilisées ne pourront être reportées à une facture subséquente. ¹ Seulement au Canada. Taxes, services optionnels et autres frais (activation, accès mensuel au réseau, interurbain et temps d'antenne) en sus. Bell Mobilité et Espace Bell sont des marques de commerce de Bell Canada. LibreContact est une marque de commerce de Bell Mobilité Cellulaire Inc.

Bell
Mobilité

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Dons d'organes

Cerveaux sains demandés, s.v.p.

La Banque de cerveaux de l'hôpital Douglas à Verdun reçoit environ une cinquantaine de cerveaux par année, mais il s'agit surtout de cerveaux atteints de pathologies

Les universités ne sont pas les seules à déplorer l'exode des cerveaux. L'hôpital Douglas aussi... pour une tout autre raison! Dans ses congélateurs dorment des centaines de cerveaux légués à la science en attendant que des chercheurs en scrutent les moindres tissus. Des cerveaux malades d'Alzheimer, de Parkinson, de schizophrénie ou de dépression. Mais bien peu de cerveaux sains. Et les chercheurs en ont désespérément besoin.

JUDITH LACHAPPELLE
LE DEVOIR

En marquant d'un X la case oui au verso de la carte d'assurance-maladie, le cœur, les poumons, les reins, le foie et le pancréas pourront être prélevés au décès du donneur. Avec l'accord des proches du défunt, on recueillera également certains tissus, comme les cornées, de la peau, des os, des articulations ou des sections d'intestin. Et le cerveau? S'il ne peut être transplanté, le cerveau est infiniment précieux pour la recherche.

Dans son minuscule laboratoire, Danielle Cécyre sort un pot de plastique du réfrigérateur. Un cerveau, un vrai cerveau humain, y baigne dans le formol. À deux mains, elle manipule la masse gélatineuse d'environ 1,5 kilo pour l'observer sous tous ses angles: les hémisphères gauche et droit, le cervelet, les multiples vaisseaux sanguins qui strient l'organe. Plus tard, la biochimiste le tranchera en deux. L'un des hémisphères retournera dans le formol avant qu'un médecin neuropathologiste l'examine et pose un diagnostic. L'autre sera coupé en tranches d'un centimètre puis congelé

rapidement à -80 °C pour une utilisation ultérieure par des chercheurs.

La Banque de cerveaux de l'hôpital Douglas à Verdun reçoit environ une cinquantaine de cerveaux par année et en a près de 500 entreposés dans ses congélateurs. Des cerveaux d'une valeur inestimable, véritable «or gris» rappelle la coordonnatrice, puisqu'ils permettent aux chercheurs de trouver des indices, des pistes qui mèneront peut-être à des traitements de maladies mentales. D'ailleurs, il y a quelques années, l'équipe du Dr Jules Poirier a découvert un gène de prédisposition à l'Alzheimer à la suite de recherches menées sur des cerveaux recueillis par la banque. Les demandes d'échantillons viennent de partout, que ce soit d'ici ou ailleurs dans le monde, pour un morceau de cortex visuel ou d'hippocampe.

Maladies

Mais si l'hôpital reçoit beaucoup de cerveaux de défunts atteints de la maladie d'Alzheimer ou de Parkinson, de la chorée de Huntington, de schizophrénie, de la dépression ou de la sclérose en plaques, bien peu de cerveaux «sains» sont légués à l'institution. Car

il ne suffit pas de cocher la case du don d'organe sur la carte soleil. Le donneur doit, de son vivant, signer les trois formulaires distribués par la Banque de cerveaux et, bien sûr, en informer ses proches pour que l'hôpital soit au courant de la disponibilité de l'organe à la mort du donneur.

Entre le décès du donneur et l'arrivée du cerveau à l'hôpital Douglas, pas une minute à perdre: il ne doit pas s'écouler 24 heures pour assurer une conservation maximum de l'état des tissus. Dès que la banque est avisée de la mort d'un donneur, les démarches sont entreprises avec le centre hospitalier local pour que, le cas échéant, une autopsie générale ait lieu et qu'ensuite, le cerveau soit rapidement prélevé et acheminé à l'hôpital Douglas.

Les malades et leurs proches sont plus souvent sensibilisés au don pour fins de recherche, mais Danielle Cécyre aimerait bien voir l'ensemble de la population sensibilisée au don de cerveau. «Les chercheurs ont besoin de cerveaux sains pour les comparer avec des cerveaux atteints de pathologies.»

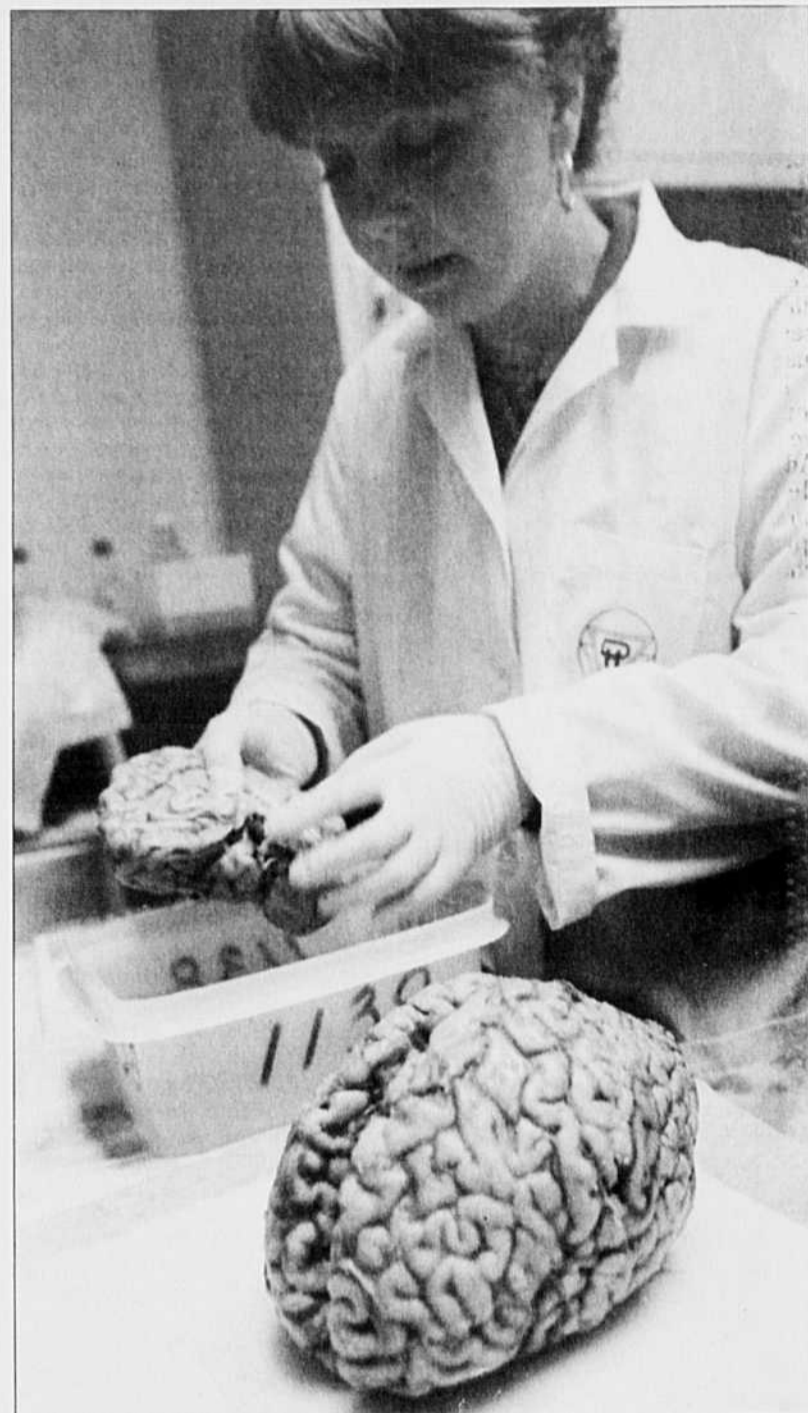
Le don ne sert pas uniquement aux travaux des chercheurs, il sert également à établir un diagnostic précis de la maladie dont souffrait le défunt. La partie de l'hémisphère qui sera conservée dans le formol sera remise à un neuropathologiste qui l'examinera et remettra un rapport à la famille du malade et à la Banque pour fins d'identification. Parfois, le dossier clinique aura clairement établi que le patient est décédé des suites d'un anévrisme, et les ravages seront peut-être

visibles à l'œil nu en examinant le cerveau. Mais la plupart du temps, c'est le microscope qui révélera de quoi souffrait le malade.

La maladie d'Alzheimer, par exemple, ne peut être précisément diagnostiquée que par un examen du cerveau après la mort du patient. Le chercheur scrutera alors une mince tranche de l'hippocampe, la section du cerveau qui renferme la mémoire. À travers le microscope, il comptera le nombre de marqueurs de la maladie présents dans la structure, et si leur nombre dépasse la normale, c'est un signe d'Alzheimer. Près d'un cas d'Alzheimer sur quatre se révèle être finalement un cas de démence, parfois causé par la rupture de petits vaisseaux sanguins dans certaines parties du cerveau. Pour les familles, ajoute Danielle Cécyre, il est important de savoir si leur proche souffrait d'une maladie dont ils pourraient être atteints à leur tour.

Signe que tout le monde devrait être sensibilisé au don de cerveau, Danielle Cécyre rappelle qu'entre 25 et 30 % de la population souffrira d'une maladie mentale à degrés divers. La recherche progresse, lentement mais sûrement, et des résultats encourageants devraient être connus d'ici quelques années, croit Danielle Cécyre. Des découvertes québécoises? Peut-être. «Aucun don n'est sans valeur, dit la coordonnatrice de la banque. Il y a toujours quelqu'un, quelque part, qui aura besoin de ces tissus.»

Banque de cerveaux du centre de recherche de l'hôpital Douglas: 761-6131.



ANDRÉ FORGET LE DEVOIR

Dans son minuscule laboratoire de l'hôpital Douglas, Danielle Cécyre sort un pot de plastique du réfrigérateur. Un cerveau, un vrai cerveau humain, y baigne dans le formol. À deux mains, elle manipule la masse gélatineuse d'environ 1,5 kilo pour l'observer sous tous ses angles.

DÉMOGRAPHIE

Nous sommes désormais six milliards

Le six milliardième être humain naîtra aujourd'hui, selon les Nations unies. La population mondiale atteindra neuf milliards en 2050 avant de se stabiliser. L'Asie comptera plus de la moitié des habitants de la planète. Les vieux seront de plus en plus nombreux.

HERVÉ KEMPF
LE MONDE

«D'ici à 2080, dans moins de cent ans, la Terre comptera 16 milliards d'hommes.» Jacques-Yves Cousteau n'était pas un démographe, mais un homme plutôt informé, un bon indicateur de la conscience commune. En 1990, il croyait, comme beaucoup de ses contemporains, que la planète poursuivait sans relâche son explosion démographique. Neuf ans plus tard, alors que l'ONU célèbre, aujourd'hui, le six milliardième humain sur Terre, le renversement de perception est complet: l'explosion démographique n'est plus le paradigme dominant de la démographie mondiale. L'on commence même à s'inquiéter, de plus en plus vivement, du vieillissement de la population, voire de la «récession démographique planétaire», selon l'expression du démographe Jean-Claude Chesnais (*Ramsey 2000*, éd. Dunod). L'analyse démographique, semble-t-il, ne peut se passer de la peur. Mais aussi — et c'est plutôt rassurant — de l'incertitude sur l'avenir. Deux certitudes, cependant. D'abord, la population mondiale augmente beaucoup moins vite:

«Le taux d'accroissement annuel diminue à grande vitesse», dit Michel-Louis Lévy, de l'Institut national d'études démographiques (INED). Cela le laisse mourir à 1,4 %, et signifie que l'effectif humain actuel devrait atteindre environ neuf milliards vers 2050. C'est énorme en chiffres absolus, mais cela témoigne d'un freinage brutal: alors qu'en quarante ans (1960-1999) la population mondiale a crû de 100 %, elle ne devrait plus augmenter que de 43 % d'ici à 2040. Seconde certitude, les dynamiques démographiques sur le globe se différencient profondément.

Si l'on prend comme indicateur l'indice de fécondité (nombre d'enfants par femme), on constate que les pays du Nord présentent un taux soit stable (États-Unis, avec 2,1), soit en légère dépression (1,7 en Europe septentrionale et en France), soit franchement dépressif (autour de 1,3 pour le Japon, l'Allemagne, l'Italie, l'Europe de l'Est, et la Russie à 1,2). Même différenciation côté Sud: l'Asie semble en voie de parvenir à la stabilité, ainsi que l'Amérique latine, mais la population africaine doublera sans doute dans le prochain demi-siècle. La démographie se régionalise aussi: il n'y a plus un problème mondial de population, mais une série de situations qui appellent des analyses et des politiques particulières.

Ce constat fait, le débat des démographes se construit sur les interrogations suivantes:

Jusqu'à quel point le taux de fécondité peut-il diminuer?

L'hypothèse implicite de la théorie de la transition démographique, souligne Jean-Claude Chesnais, est qu'elle conduit à l'équilibre. Mais ne serait-il pas possible que le taux de fé-

condité se maintienne dans un régime bas (à moins de 1,5 enfant en moyenne par femme), conduisant à une régression de la population du groupe concerné? Dans certaines régions — comme le nord de l'Italie — ce taux est durablement inférieur à un. En revanche, note Jacques Vallin, démographe à l'INED, «les pays qui ont une basse fécondité depuis longtemps, comme la France ou la Scandinavie, semblent mieux réagir»: leur taux de fécondité se maintient à un niveau supérieur.

Jusqu'à quel point l'espérance de vie ira-t-elle?

L'allongement de la durée de vie accroît la population, en réduisant le taux de mortalité, et amortit l'effet de la baisse de la fécondité sur l'effectif total. Dans les pays riches, l'espérance de vie a crû continuellement depuis plusieurs décennies: en France, par exemple, elle gagne un an tous les quatre ans. Selon certains, on pourrait ainsi aller jusqu'à l'âge de cent vingt ans. Mais d'autres démontrent, comme Jay Olshansky, professeur au département de médecine de l'université de Chicago, que «les limites pratiques de l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance dans

les pays développés sont en passe d'être rapidement atteintes» (*La Recherche*, juillet-août 1999).

L'Afrique opère-t-elle sa transition démographique?

La transition démographique est ce régime où la population, après avoir crû vivement du fait de la chute du taux de mortalité, se ralentit quand les couples adaptent leur fécondité et abaissent le taux de natalité. «L'Afrique est le dernier continent qui ne s'est pas encore engagé franchement dans la réduction de la taille des familles», dit Gilles Pison, chercheur au Musée de l'homme. L'évolution s'amorce dans les villes, mais peut-être surmonter la désorganisation des systèmes de santé, par lesquels se diffusent méthodes et moyens de contraception? De surcroît, le sida, qui frappe surtout l'Afrique, perturbe profondément les comportements. «En de nombreux pays, écrit le Fonds des Nations unies pour la population dans son rapport 1999, le sida a effacé les progrès accomplis depuis plusieurs décennies en matière de réduction de la

mortalité infantile et d'allongement de l'espérance de vie.»

Les grandes migrations sont-elles achevées?

Contrairement à l'opinion commune, les grands courants d'immigration vers les pays développés se sont taris dans la dernière décennie. «L'analyse des tendances récentes des mouvements migratoires confirme la diminution des flux réguliers d'immigration enregistrés dans la plupart des pays de l'OCDE au cours des quatre dernières années», indique le rapport annuel *Tendances des migrations internationales 1998 de l'OCDE* (Organisation de coopération et de développement économiques). Cela s'explique-t-il par l'efficacité des mesures de police ou par une mutation structurelle? Cette dernière hypothèse s'appuie sur l'observation que la mobilité augmente — des séjours plus nombreux mais plus courts dans les pays étrangers — mais ne conduit pas à une implantation durable. De surcroît, les courants d'immigration deviendraient plus Nord-Nord que Sud-Nord.

La course-poursuite entre population et ressources est-elle gagnée?

Contrairement aux prévisions alarmistes des années 60, la planète a réussi à absorber les trois milliards de nouveaux humains qu'elle a gagnés depuis trente-neuf ans. Ce, grâce aux progrès de l'agriculture, mais à un prix écologique croissant: déforestation, pesticides dans l'environnement, pression sur les ressources en eau, diminution de la biodiversité. Pourtant, note Sylvie Brunel, d'Action contre la faim, un habitant de la planète sur sept ne mange pas à sa faim. Pourrait-on accueillir trois milliards de nouveaux congénères sans dégrader une situation écologique déjà fragile?

Pour un REER à l'abri des risques

OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA Émission 60
4,00% An 1

OBLIGATION À PRIME DU CANADA Émission 9
4,65% An 1 4,85% An 2 5,00% An 3
Émission 9. Taux annuel composé de 4,83 % sur l'obligation C détenue pendant 3 ans.

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BÂTISSEZ SUR DU SOLIDE

Canada

1 800 575-5151 ou www.cis-pec.gc.ca

LOGIQUES

LA THÉRAPIE GLASSER

William Glasser

LA THÉRAPIE DE LA RÉALITÉ

REALISATION

Les Éditions LOGIQUES

La thérapie de la réalité
William Glasser
ISBN 2-89381-382-8 - 224 p.
24,95 \$

Les Éditions LOGIQUES inc.
En vente partout
Distribution exclusive: Québec-Livres

loto-québec résultats

6/49 Tirage du 99-10-09

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 2 291 610,20\$
5/6+	8 85 935,40\$
5/6	237 2 320,60\$
4/6	14 297 73,70\$
3/6	271 037 10\$

Ventes totales: 16 207 979 \$
Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$

Número complémentaire: 39

49 Tirage du 99-10-09

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00\$
5/6+	0 50 000,00\$
5/6	25 500,00\$
4/6	1 742 50,00\$
3/6	28 652 5,00\$

BONI 76 1 315,79\$

SELECTION BONI
11 34 43 47
CAGNOTTE DE 100 000 \$

Ventes totales: 657 329 \$

Extra Tirage du 99-10-08

NUMÉROS	LOTS
106250	100 000 \$
06250	1 000 \$
6250	250 \$
250	50 \$
50	10 \$
0	2 \$

Super 7 Tirage du 99-10-08

GAGNANTS	LOTS
7/7	0 10 000 000,00\$
6/7+	1 235 558,00\$
6/7	73 2 823,40\$
5/7	4 907 150,00\$
4/7	104 575 10\$
3/7+	96 083 10\$
3/7	875 389 partic. gratuite

Ventes totales: 12 753 124 \$
Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$

TVA, le réseau des tirages
Les modalités d'encassement des billets gagnants paraîtront au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

NOTRE NOUVELLE COLLECTION
AUTOMNE-HIVER
EST ARRIVÉE!

Club 402-HOMME

À votre service depuis 20 ans

COSTUMES
importés d'Italie
au prix de gros

100% laine

Coupe exclusive
De 299 \$ à 499 \$
le costume

Du lundi au vendredi
De 9 h 30 à 18 h
Samedi de 10 h à 16 h

Tous les soirs après 18 h
sur rendez-vous seulement

1118, rue Ste-Catherine O.,
Suite 200, Montréal

(514) 861-3636

• LES ACTUALITÉS •

Jolie prime pour les employés d'IKEA

LE DEVOIR

Les quelque 44 400 employés d'IKEA du monde entier se partageront une prime de plusieurs millions de dollars. En quel honneur? Grâce au record de ventes de la compagnie, jusqu'ici établi à 60 millions de dollars, qui a atteint les 118 millions samedi dernier.

Le plus grand détaillant de meubles au monde attribue cet afflux des ventes au soutien des clients pendant la «grande journée des remerciements» organisée le samedi 9 octobre, durant laquelle chaque cent des recettes brutes générées dans les 152 magasins était réparti entre les employés de la société. L'idée de cette

journée provient du fondateur d'IKEA, Ingvar Kamprad, qui voulait ainsi remercier ses employés de leur contribution et commémorer la fin du millénaire. Dans le monde entier, les employés se sont appropriés la journée et ont organisé une foule d'activités pour attirer les clients. Au Canada, on a pu profiter de rabais importants, d'heures d'ouverture prolongées et de la possibilité de gagner tous ses achats à la caisse.

Chaque employé à temps plein recevra donc une jolie prime de plus de 2500 \$ sur ses chèques de paye du mois de novembre. Les employés à temps partiel quant à eux, recevront une prime calculée en fonction du nombre d'heures effectuées.

Mexique

Au moins 500 morts dans les inondations

ANDRÉ BIRUKOFF
AGENCE FRANCE-PRESSE

Mexico — Les inondations et glissements de terrains qui depuis près d'une semaine affectent le centre et le sud du Mexique ont fait au moins 500 morts, selon l'Eglise catholique, tandis que des milliers de sans-abri restaient toujours isolés hier réclamant désespérément de l'aide.

Selon un rapport de l'organisation Caritas de l'Eglise catholique, diffusé hier, le bilan des intempéries est d'au moins 500 morts, 300 disparus et 500 000 sans-abri.

Toutefois, selon des chiffres officiels provenant des Etats les plus touchés, le nombre de morts avoisine les 400.

Les autorités admettent que ce bilan risque de s'alourdir dans la mesure où l'on reste sans nouvelles de nombreuses communautés indiennes, perdues dans des régions d'accès particulièrement difficile.

Hier le quotidien *la Jornada* a indiqué que dans le village de Totonacapan, dans la région de Veracruz (Golfe du Mexique), quelque 800 personnes ont été englouties, mercredi dernier, sous des torrents de boue.

Des fonctionnaires de l'Etat de Veracruz ont toutefois indiqué que 81 personnes ont été tuées dans ce village.

«A Totonacapan, les montagnes pleurent du sang et l'on estime que 800 personnes sont enterrées sous des tonnes de boue: un liquide rougeâtre filtre à travers des tonnes de boue», a écrit *la Jornada* en indiquant que des habitants du village ont dû marcher pendant trois jours pour trouver de l'aide.

Le ministère des Finances a indiqué

que 230 millions de dollars ont été bloqués pour venir en aide aux régions sinistrées tout en demandant une contribution financière aux particuliers.

Dans les montagnes du centre et du sud du pays où de nombreux ponts et routes sont coupés les sans-abri manquent cruellement d'eau potable, de médicaments et d'aliments. Pour eux les secours ne peuvent venir que du ciel: des hélicoptères, qui ne peuvent atterrir en raison du mauvais temps qui persiste, lâchent à l'aveuglette leurs précieux chargements.

Exaspéré par la lenteur des secours quelque 75 personnes ont démolé une route pour que l'eau qui envahissait leurs maisons puisse s'écouler. Seize d'entre eux ont été appréhendés sans ménagement puis libérés 24 heures plus tard.

«Les gens ont faim. Certains n'ont qu'une tortilla [crêpe] par jour. D'autres n'ont pas mangé depuis deux jours», a indiqué à l'AFP, Teresa Cortez, 52 ans, une habitante de Zacatlan près de Puebla, tandis que dans des communautés indiennes isolées des Indiens portent à dos d'homme les secours jusqu'aux villages les plus reculés.

«C'est terrible. Ce qui s'est passé est incroyablement», a admis le président Ernesto Zedillo qui a visité plusieurs des zones les plus affectées qualifiant de «tragédie de la décennie» le drame que vit actuellement son pays.

Le président a annulé dimanche une tournée officielle en Espagne et en Allemagne afin de coordonner l'aide personnellement après avoir demandé d'intensifier les secours, l'installation de refuges et d'accélérer l'approvisionnement en eau potable.

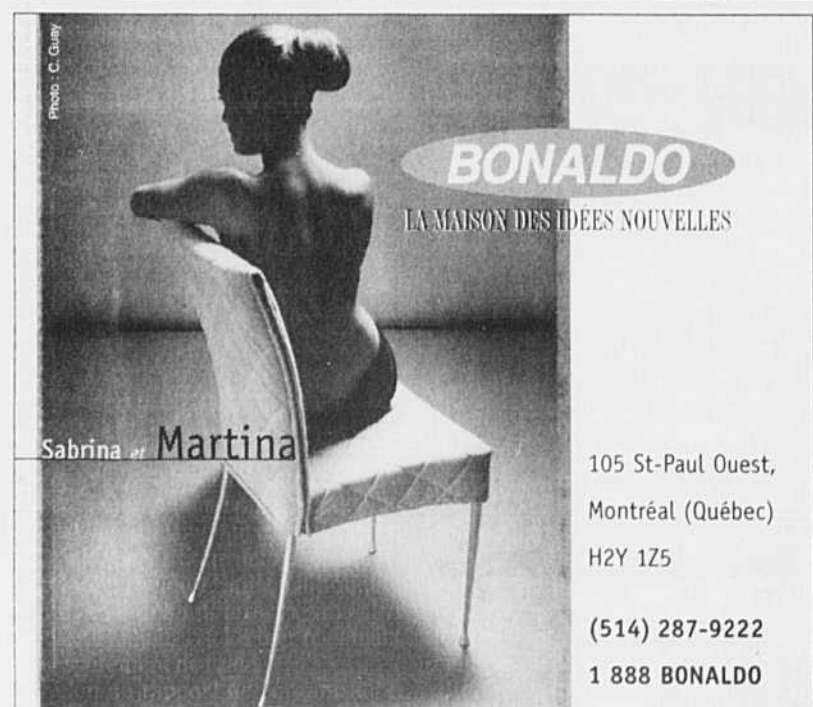
Le fils de Conrad Black fait carrière dans la mode

PRESSE CANADIENNE

Lorsque la nouvelle chaîne de boutiques de vêtements pour jeunes gens RW & Co a sélectionné le mannequin Jon Black pour sa publicité, elle a essentiellement basé son choix sur l'apparence du jeune homme.

La direction de RW & Co, une division de Reitmans, ignorait totalement qu'il s'agissait du fils du magnat de la

presse Conrad Black. «Nous avons sélectionné nos mannequins en se basant sur l'image que nous nous faisons de notre clientèle», commente une des deux coprésidentes de RW & Co, Mme Sue Rovko. L'autre coprésidente de RW & Co, Isabelle Taschereau, ajoute que pendant les séances de photo, les représentants de la nouvelle chaîne ne se rappelaient même pas le nom de famille du jeune mannequin.



BONALDO
LA MAISON DES IDEES NOUVELLES

Sabrina et Martina

105 St-Paul Ouest,
Montréal (Québec)
H2Y 1Z5

(514) 287-9222
1 888 BONALDO

Lutte contre le sida

Au secours des «multipoqués»

La clinique L'Actuel fête ses 15 ans

En 1987, le sida était la première cause de mortalité au centre-ville chez les hommes de 20 à 45 ans. Aujourd'hui, le sida emporte 80 % moins de patients qu'aux débuts de l'épidémie. La clinique L'Actuel, au centre-ville de Montréal a été un pionnier de la lutte contre cette maladie.

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

La clinique L'Actuel, spécialisée dans la lutte contre le sida et les MTS, a 15 ans. C'est bien. Mais ce qui est encore mieux, c'est que ses fondateurs et toute l'équipe qui y travaille a de quoi fêter. «La recherche est arrivée à des résultats, et c'est pour ça qu'on va célébrer», lance le Dr Réjean Thomas. «Si on était en 1992 ou 1993, je ne pense pas qu'on aurait fêté.»

Bien peu de médecins s'intéressaient aux maladies transmises sexuellement (MTS) ou au sida en 1984, quand Réjean Thomas et trois autres collègues ont ouvert L'Actuel. Les jeunes médecins avaient choisi un emplacement situé au coin des rues Sainte-Catherine et Amherst, au cœur de ce qui n'était pas encore le village gai, près de l'Université du Québec à Montréal. «On se demandait si ça allait fonctionner, on avait peur que les gens nous bouquent. Mais la première journée, on n'avait pas encore reçu nos chaises et la clinique était pleine!»

Le sida était mal connu et les patients souffrant de chlamydia et de salpingite allaient se faire soigner à la clinique... pour éviter de raconter à leur médecin de famille les détails de leur vie sexuelle. La prévention et le traitement des MTS ont toujours fait partie du quotidien de l'équipe de la clinique. Mais en 1987, le sida est devenu une préoccupation importante: la maladie de l'amour était devenue la première cause de mortalité au centre-ville chez les hommes de 20 à 45 ans. Les patients de la clinique tombaient comme des mouches. La recherche d'un traitement efficace roulait à fond de train.

Et les efforts ont porté leurs fruits. Aujourd'hui, le sida emporte 80 % moins de patients qu'aux débuts de l'épidémie. Le fameux AZT est beaucoup plus efficace lorsqu'administré en trithérapie qu'en monothérapie. A L'Actuel, en plus du Dr Thomas et de

son associé, le Dr Éric Lefebvre, 14 médecins, deux infirmières, quatre pharmaciens, une sexologue et une douzaine d'autres employés forment l'équipe de la clinique. Celle-ci a atteint une notoriété enviable dans le milieu. Réjean Thomas se rendra d'ailleurs à Paris en décembre présenter comment travaille son équipe.

Une clientèle «lourde»

«Les gens sont engagés et ils y croient», lance Réjean Thomas. «Même s'ils sont sous-payés par rapport à la population médicale en général, à cause de la lourdeur de la clientèle, de la durée des consultations, des frais énormes de la clinique.» Sans compter une certaine indifférence de la Fédération des médecins omnipraticiens, glisse le Dr Thomas, qui ne reconnaît pas la clientèle de L'Actuel comme «lourde»...

Et cette clientèle, c'est de plus en plus des «multipoqués». Beaucoup de toxicomanes séropositifs à la suite d'un échange de seringue fatal. Des homosexuels, toujours à risque, mais aussi des hétérosexuels, toujours moins sensibilisés, particulièrement chez les femmes. «Des jeunes croient que le sida se guérit ou que ça n'existe plus alors qu'il y a encore trois infections au VIH par jour au Québec.» La partie n'est donc pas encore gagnée.

Les soins sont mieux adaptés, comme les doses. Un séropositif qui a toujours un bon système immunitaire et une charge virale faible ne sera pas traité d'emblée. Lorsque son état se dégradera, il n'aura peut-être à prendre que deux ou trois comprimés matin et soir plutôt qu'une trentaine il y a quatre ans.

Le virus est donc mieux soigné, le condom est plus répandu, jusqu'à la transmission du VIH de la mère au fœtus qui est aujourd'hui pratiquement annulée. Du moins en Occident, car au tiers monde, les spécialistes estiment qu'un million de nouveau-nés seront infectés par le virus du VIH d'ici 2003 si rien n'est fait, selon l'OMS.



ANDRÉ FORGET LE DEVOIR

«Des jeunes croient que le sida se guérit ou que ça n'existe plus alors qu'il y a encore trois infections au VIH par jour au Québec», rappelle le Dr Réjean Thomas, un des co-fondateurs de la clinique L'Actuel.

Néanmoins, en Occident, le sida n'est donc plus la grande menace mal connue des années 1980-90, époque où la maladie était utilisée «pour faire

changer des comportements». «À trop faire peur», ajoute le Dr Thomas, «on a des gens qui deviennent hypocondriaques ou alors qui laissent tomber la prévention.»

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

INTERNET MODIFIERA INFAILLIBLEMENT VOTRE VIE

Partout en province
Du 4 octobre au 30 novembre
Robert Tremblay : (418) 656-3242

Trois spécialistes de l'Université Laval, Claude Cossette, Francis Masse et Stéphane Gauvin sillonnent la province et vous expliquent comment Internet modifiera infailliblement votre vie professionnelle et personnelle. Pour savoir à quel moment ils seront proches de chez vous, contacter l'ADUL au numéro indiqué.

LE TANTRA, MYTHES ET RÉALITÉ

Outremont
Le 12 octobre
Stéphane Stapsinsky : (514) 279-2846, poste 1

La première causerie de la saison organisée par Le fin mot de l'histoire porte sur le tantrisme. Elle voudrait aller au-delà des idées reçues. Faut-il le rappeler, le tantra n'est pas une religion mais bien une technologie rigoureuse de la conscience qui parfois fait appel à l'esprit. L'écrivain, psychanalyste et spécialiste des psychologies orientales, Pierre Bédard, animera la séance. Le nombre de places étant limité, on est prié de réserver.

LA MORALE, L'ÉTHIQUE FONDAMENTALE ET LES ÉTHIQUES APPLIQUÉES

Université de Montréal
Le 13 octobre
Suzanne Auger: (514) 343-7693

Paul Ricoeur est l'une des figures les plus importantes de la philosophie française de la seconde moitié du XX^e siècle. Il a notamment enseigné à la Sorbonne, à Nanterre et à l'Université de Chicago. Invité par le département de philosophie de l'Université de Montréal, il présentera ses réflexions les plus récentes sur les enjeux éthiques de notre temps.

LES TAPISSERIES DES GOBELINS, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

Auditorium Saint-Albert le Grand
Le 13 octobre
ACTXG : (514) 332-4126

L'historienne Sylvie Perrier nous entretiendra des Grands Maîtres au service du roi de France, ceux de la Manufacture royale de tapisserie des Gobelins. Élément de décor et œuvre artistique tout à la fois, la tapisserie

française vivait alors son âge d'or grâce aux dessins des Lebrun, Coypel, Boucher ou Watteau.

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE

Hôtel Omni Montréal
Le 14 octobre
Line Leblond : (514) 871-4000, poste 4001

Quelle que soit la voie adoptée, la recherche et le développement sont des passages obligés de la nouvelle économie. A l'occasion d'un petit déjeuner conférence, le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, Jean Rochon, livrera ses réflexions sur la place qu'occupe l'entreprise dans une politique scientifique.

LES NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION DU TRAVAIL ET LA SANTÉ-SÉCURITÉ

Hôtel Omni
Le 14 octobre
Monique Robitaille : (514) 842-8401, poste 269 ou <http://centrepatronalst.qc.ca>

Réorganisation du travail, création d'équipes semi-autonomes, rotation de tâches, organisation modulaire, télétravail : voilà autant de nouvelles pratiques qui s'instaurent dans les organisations d'aujourd'hui. Le Centre patronal de santé et de sécurité au travail du Québec a réuni pour en parler des experts tels que Camille Legendre, Denis Harrison, Nicole Vézina, etc.

MÉDIAS EN DÉRIVE

UQAT Trois Rivières
Le 15 octobre
Conseil de presse : (514) 529-2818 ou <http://www.conseil-depresse.qc.ca>

Le Conseil de presse du Québec vous invite à exposer votre analyse et votre point de vue sur les pratiques journalistiques actuelles lors de son colloque national. «Que s'est-il donc passé pour que tout ce qui touche à la pratique quotidienne de notre métier se soit trouvé submergé, étouffé, occulté à mesure que nous nous donnions davantage d'instruments d'action collective?», se demandait récemment le journaliste Laurent Laplante. Et vous, qu'en pensez-vous? Les places étant limitées, il faut réserver.

Isabelle Quentin
iquentin@sim.qc.ca

EN BREF

Accident d'autocar mortel au Salvador

(AFP) — Au moins 46 personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans un accident d'autocar survenu hier matin, dans la banlieue de San Salvador, selon un bilan provisoire communiqué par la police. L'autocar, qui effectuait une liaison entre San Salvador et la localité de Quezaltepeque, a dévalé un ravin d'une quinzaine de mètres avant de finir sa course près d'une rivière. Selon les premiers témoignages recueillis par la police, une vitesse excessive de l'autocar à l'approche d'un virage, serait à l'origine de l'accident.

Baleine tuée par un bateau

(PC) — L'autopsie pratiquée sur le cadavre du rorqual commun retrouvé, jeudi, sur une plage de Pointe-au-Père, près de Rimouski, révèle que la baleine a été tuée lors d'une collision avec une grosse embarcation qui filait à toute vitesse. La bête pesait une trentaine de tonnes et mesurait un peu plus de 16 mètres. Elle avait la vertèbre frontale fracturée, en plus du cou et d'une omoplate, ce qui signifie que l'embarcation allait à vive allure.

Femme assassinée à Hull

(PC) — Une femme de 34 ans a été retrouvée morte dimanche soir dans un appartement d'un immeuble de Hull, dans l'Outaouais. Selon la police municipale, la dame aurait été tuée par un projectile de carabine. Un homme de 42 ans est présentement interrogé comme témoin important dans cette affaire. C'est lui qui aurait appelé, par téléphone, les autorités à se rendre sur place.

Dossier spécial

publié le vendredi 22 octobre 1999



Votre rendez-vous mensuel... **Mode**

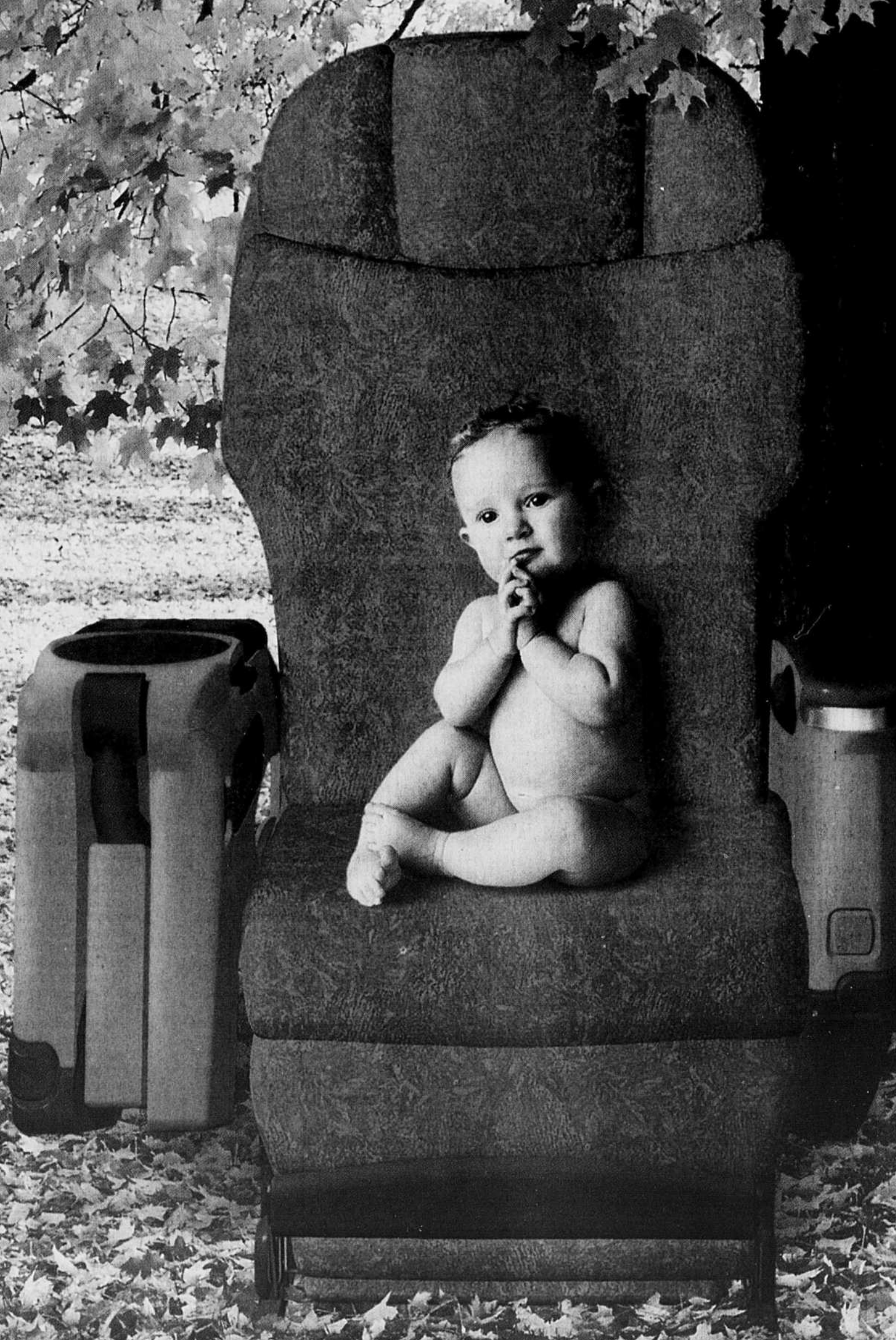
Date de tombée: le vendredi 15 octobre 1999 LE DEVOIR



PLACE

A

L'AVENIR



Cela fait maintenant plus de 60 ans que nous aidons les communautés d'ici à se développer. En accordant notre soutien à des milliers de causes et d'événements, nous contribuons à l'avenir du sport, des arts et de la culture, de la santé, de l'éducation, des œuvres de charité et des groupes communautaires dans chaque coin du pays. Parce qu'en tant que principale compagnie aérienne au Canada, votre avenir nous tient à cœur. Et aussi parce que tout ce qui est grand a commencé petit. Même les compagnies aériennes.

www.aircanada.ca

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

LE DEVOIR

LE MONDE

Blair remanie

Peter Mandelson aura la lourde tâche de relancer le processus de paix en Ulster

Londres (AFP) — Trois mois après un toilettage gouvernemental en trompe-l'œil, Tony Blair a procédé hier à un profond remaniement marqué par le spectaculaire réhabilitation de Peter Mandelson, gourou du nouveau Labour à qui revient la formidable tâche de faire avancer la paix en Irlande du Nord.

La refonte du cabinet, qui s'annonçait a priori purement technique, se justifiait par un double départ de ministres de premier plan: le ministre de la Défense George Robertson, qui prendra jeudi à Bruxelles ses nouvelles fonctions de secrétaire général de l'OTAN; et le ministre de la Santé Frank Dobson, qui s'est finalement laissé convaincre de se lancer dans la bataille incertaine pour le poste inédit de maire de Londres, dont l'élection est prévue en mai 2000.

Le 10 Downing street a confirmé les nominations au compte-goutte, laissant progressivement se dessiner dans l'après-midi les contours d'un changement plus radical.

Il a laissé au premier ministre irlandais Bertie Ahern le soin de confirmer publiquement le remplacement alors encore officieux de Mo Mowlam par Peter Mandelson, au ministère à l'Irlande du Nord.

Un choix, qui représente à bien des égards, un audacieux pari. Mo Mowlam était boycottée depuis des mois par les unionistes protestants qui la soupçonnaient de parti pris en faveur des républicains catholiques tandis que s'enlisait le processus de paix à Belfast.

Mais son franc-parler a indéniablement contribué dans un premier temps à bousculer les positions longtempes figées en Ulster. Et Peter Mandelson, éminence grise du premier ministre, doit encore faire la preuve que ses brillantes qualités de tacticien sont transposables sur le terrain, loin des salons politiques.

Ses adversaires conservateurs, mais aussi les nombreux travaillistes qui lui reprochent son machiavélisme, ne lui pardonneront pas le moindre faux pas. Ils avaient mal dissimulé leur plaisir à le voir démissionner peu avant Noël, à la suite d'une affaire de prêt immobilier non déclaré. La traversée du désert aura été de courte durée pour le principal architecte du recentrage du Labour, puis du raz-de-marée électoral des travaillistes en mai 97. En dépit de sa disgrâce officielle, il était resté un visiteur assidu du 10 Downing street, et avait travaillé à divers dossiers paragonnementaux avec l'Allemagne et l'Afrique du sud notamment.

EN BREF

Victoire à la «Pyrrhus»

Lisbonne (Reuters) — Les socialistes portugais ont remporté dimanche une victoire étonnante aux élections législatives qui leur prive de majorité absolue au parlement et leur laisse un goût amer. Le parti du premier ministre Antonio Guterres remporte 113 des 230 sièges du parlement, soit trois de moins que la majorité absolue, contre 83 aux conservateurs sociaux-démocrates. Le Parti communiste, fidèle à sa ligne marxiste, remporte 17 sièges soit deux de plus que dans la précédente assemblée. Guterres va être appelé à former un nouveau gouvernement pour les quatre années à venir mais, comme lors de la précédente législature, il va devoir négocier avec les partis d'opposition pour faire passer ses projets de loi au parlement. Son premier test sera le budget de l'année 2000, qui doit être présenté mi-novembre et adopté avant la fin de l'année. Guterres avait demandé aux électeurs d'accorder à son parti une majorité très nette pour gouverner, que lui prédisait les sondages, mais un taux d'abstention en hausse, 38 % contre 33 % en 1995, et les progrès de l'extrême gauche l'en ont privé.

Vajpayee formera son cabinet

New Delhi (Reuters) — Atal Behari Vajpayee a déclaré hier avoir été chargé par le chef de l'Etat, K.R. Narayanan, de former un nouveau gouvernement à compter de demain. «J'ai le plaisir de vous nommer premier ministre», écrit le président Narayanan dans une lettre adressée à Atal Behari Vajpayee. Atal Behari Vajpayee a été élu chef de l'Alliance nationale démocratique dimanche. Cette coalition contrôlée, après les dernières législatives, 297 des 538 sièges à la chambre basse du parlement, soit largement la majorité absolue. Prié de dire si à ses yeux le prochain gouvernement de coalition tiendra durant les cinq ans de la nouvelle législature, Vajpayee a répondu par l'affirmative: «Oui. Nous disposons d'une majorité claire, d'une majorité décisive.»

Un dissident saoudien extradé

Dubaï (Reuters) — Un dissident saoudien soupçonné d'implication dans un attentat perpétré en 1996 contre des militaires américains a été remis hier aux autorités saoudiennes après avoir été extradé des Etats-Unis. Le prince Nayef bin Abdul-Aziz, ministre de l'Intérieur, a dit détenir des preuves de l'implication d'Hani el-Sayegh dans l'attentat d'al-Khobar, qui a causé la mort de 19 militaires américains. Le ministre a ajouté que le suspect serait interrogé et jugé conformément à la charia, la loi islamique. Expulsé du Canada aux Etats-Unis en 1997, Sayegh a tenté en vain d'obtenir l'asile aux Etats-Unis en faisant valoir qu'il risquait d'être torturé s'il était renvoyé dans son pays.

Non à la candidature de «Jiri»

Moscou (AP) — L'ultranationaliste Vladimir Jirinovski ne pourra pas se présenter aux élections législatives russes, en décembre prochain. Son parti s'est vu refuser hier le droit d'y participer. La Commission électorale centrale russe a en effet rejeté les candidatures de l'homme d'affaires Anatoli Bikov et de l'actuel député Mikhail Musatov, respectivement numéro deux et trois de la liste du Parti libéral démocratique de Jirinovski. Or, le code électoral russe prévoit que si l'un des trois premiers candidats d'une liste est refusé, la totalité de la liste se voit refuser l'enregistrement.

Suharto «blanchi»

Djakarta (AP) — L'ancien dictateur indonésien Suharto ne s'est apparemment pas enrichi de façon illicite et il n'y a donc pas lieu de pousser plus loin les recherches, selon la justice indonésienne. «Il n'y a pas de preuves suffisantes qui justifieraient de poursuivre l'enquête», a déclaré à la presse le procureur général de l'Indonésie Ismudjoko qui a présenté ses conclusions au président B.J. Habibie, successeur de M. Suharto. Ce dernier, qui est âgé de 78 ans et qui a dirigé le pays de manière autocratique pendant 32 ans, a quitté le pouvoir il y a 16 mois poussé dehors par la rue. On l'a accusé d'avoir mis de côté des millions de dollars en se servant dans les caisses de l'Etat par le biais de fondations caritatives.

Pour éviter une catastrophe humanitaire cet hiver

L'opposition serbe recevra du pétrole

L'UE livrera 25 000 tonnes de fuel lourd aux localités de Nis et Pirot

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé hier d'autoriser la livraison de produits pétroliers de chauffage à deux municipalités de Serbie tenues par l'opposition au régime de Belgrade, Nis et Pirot, en dépit de l'embargo à l'encontre de la Serbie.

Luxembourg (Reuters) — L'Union européenne a annoncé hier à une bien maigre délégation de l'opposition serbe la livraison de pétrole aux municipalités qu'elle contrôle pour éviter une catastrophe humanitaire cet hiver.

Le programme «Energie pour la démocratie», qui débute par un projet-pilote en faveur des villes de Nis et Pirot avant d'être éventuellement étendu à d'autres municipalités, aurait dû constituer le clou d'une grande réunion entre les ministres des Affaires étrangères des Quinze et une trentaine d'opposants.

«Nous n'avons pas fait la guerre au peuple serbe», a expliqué le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, en expliquant l'importance de ce programme, qui débute par la livraison de 25 000 tonnes de fuel lourd et de 1000 tonnes de gazole, pour un coût total d'un peu plus de cinq millions de dollars. Le risque de voir ce carburant, qui ne peut être utilisé que pour le chauffage, détourné par le régime de Slobodan Milosevic soumis à un embargo pétrolier a été jugé faible, Nis et Pirot ayant été sélectionnées pour leur proximité avec la frontière.

Mais l'effet d'annonce a été gâché par le refus de la moitié des personnalités invitées de se rendre à Luxembourg, privant les Quinze d'une rencontre avec les dirigeants importants, dont Zoran Djindjic, président du Parti démocratique. En lieu et place, ils ont essentiellement vu les dirigeants de la minorité hongroise de Voivodine, de quelques petits partis d'opposition ou d'organisations non gouvernementales, ainsi que le premier ministre monténégrin, Filip Vujanovic.

Certains ministres des Affaires étrangères des Quinze ont bien tenté de chercher des explications dignes à ce camouflet. «La décision, telle que je l'ai comprise, n'est pas de leur fait, mais a été imposée par M. Milosevic, qui leur a dit qu'ils seraient coupables de trahison s'ils venaient ici», a déclaré à la BBC le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook.

Mais pour Hubert Védrine, les choses sont plus simples: les opposants serbes les plus en vue ont décidé de ne pas faire le voyage pour éviter de se plier aux exigences des Européens, qui restent perçus comme les ennemis de la guerre au Kosovo.

Ils ont contesté un élément crucial du projet de déclaration commune proposée par les Quinze, à savoir l'engagement de remettre les criminels de guerre présumés au Tribunal pénal international (TPI) «aussitôt que les gouvernements de Serbie et de la [RFY] République fédérale yougoslave seront sous le contrôle politique des forces démocratiques».

Si c'est le cas, promettent les Quinze, l'UE s'engage à lever rapidement ses sanctions, à aider à la reconstruction du pays et à appuyer la réintégration de la Serbie dans les institutions internationales, notamment l'ONU.



Slobodan Milosevic a fait une rare apparition en public hier pour recevoir le pain et le sel des habitants de Cubrija, au sud de Belgrade, heureux de voir leur pont réparé après les bombardements de l'OTAN.

«Des poltrons, des lèche-bottes»

Belgrade (d'après AFP et Reuters) — Le président yougoslave Slobodan Milosevic a accusé hier l'opposition serbe de vouloir «conduire le pays vers une guerre civile», lors d'un discours prononcé à Leskovac (sud de la Serbie) et cité par l'agence officielle Tanjug.

«La seule chose à laquelle ils s'emploient est de conduire, par la violence, le pays à la guerre civile», a déclaré Milosevic, parlant de l'opposition serbe qui manifeste chaque soir depuis trois semaines pour sa démission.

La reconstruction de la Serbie, après les bombardements de l'OTAN, «ne peut être assurée par ceux qui traînent dans les rues de nos villes le soir», a poursuivi M. Milosevic. «Ce sont pour la plupart des poltrons, des maîtres-chanteurs et des lèche-bottes», a-t-il ajouté.

Le président yougoslave prononçait un discours lors d'une tournée dans le sud de la Serbie consacrée à la réouverture officielle de plusieurs tronçons de l'autoroute Belgrade-Nis et de plusieurs ponts endommagés par les bombardements de l'OTAN. Milosevic a accusé l'opposition,

«qui n'a pas revêtu l'uniforme, pris les armes pendant les bombardements», de vouloir faire venir dans le pays «des représentants de l'étranger». Il a reconnu que la vie n'était «pas facile» dans le pays et qu'il «existe des défaillances qui ne sont pas liées aux sanctions, à la guerre, aux inondations ou aux réfugiés».

Pour sa part, l'opposition a surmonté hier ses divisions pour annoncer dans un communiqué commun son intention de réclamer des élections libres et démocratiques au début de l'an prochain. Les responsables de l'opposition préparent une position commune sur la procédure électorale, dit le communiqué. «Ces discussions devraient être bouclées d'ici une quinzaine de jours et les partis d'opposition proposeront la tenue d'élections libres et démocratiques au cours des trois prochains mois.» L'agence indépendante Beta précise que le communiqué a été signé par les représentants des deux principales composantes de l'opposition, l'Alliance pour le changement et le Mouvement du renouveau serbe (SPO) ainsi que par d'autres partis d'opposition.

«L'Amérique d'abord!»

Pat Buchanan vise juste quand il s'en prend à la «doctrine Clinton»

PATRICK SABATIER
LIBÉRATION

Washington — Les Etats-Unis ont eu tort de déclarer la guerre au III^e Reich. Ils auraient dû laisser Hitler et Staline s'étripier en vertu du principe que «l'Amérique a tout à gagner à rester neutre» dans des conflits lointains qui ne la menacent pas directement. Patrick Buchanan, candidat à la Maison-Blanche et héritier d'un populisme ultra-conservateur et isolationniste a jeté un beau pavé dans la mare en publiant son manifeste de politique étrangère intitulé *A Republic, not an empire*. Ses thèses «révisionnistes» ont déclenché un feu nourri, de ses amis (et rivaux) républicains comme du camp démocrate. Mais Buchanan a visé juste. La question de la place des Etats-Unis dans le monde fait l'objet d'un débat intense dans la présidentielle de l'an 2000. Le débat tourne autour de la «doctrine Clinton», c'est à dire la multiplication des interventions de l'US Army à l'étranger — de la guerre du Golfe au Kosovo, au nom de l'impératif d'ingérence humanitaire.

«Nous empêcherons le génocide et la purification ethnique partout où nous le pourrions» a promis le président. Son héritier désigné, le vice-président Al Gore entend poursuivre la même politique d'inspiration «wilsonienne» (du nom du président qui engagea les Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917) — qui pousse à fonder la politique étrangère du pays sur des principes moraux et idéologiques (l'extension de la démocratie et des libertés individuelles). Cette «doctrine Clinton» se heurte cependant à ce que l'hebdomadaire *Newsweek*, constatant la réticence des Etats-Unis à agir au Timor oriental, a appelé «la fatigue de l'interventionnisme» et au vieux fonds «isolationniste» dont Buchanan n'est que l'incarnation la plus récente et virulente. L'isolationnisme tire son credo de la mise en garde du père fondateur des Etats-Unis, George Washington, contre «les aventures étrangères».

Conflits lointains

Les Américains, dit cette école de pensée, n'ont rien à gagner à se laisser entraîner dans des conflits lointains et coûteux au nom de considérations morales ou idéologiques. La seule politique étrangère acceptable est celle qui met «l'Amérique d'abord!» — que ce soit par le protectionnisme économique ou l'isolationnisme stratégique. Buchanan et ses amis se sont logiquement opposés à la guerre du Golfe comme à celle du Kosovo, comme l'avait d'ailleurs fait l'aile gauche du parti démocrate. Droite et gauche fustigent à l'unisson l'impérialisme d'élites dirigeantes qui prétendent, comme le font Clinton, Gore et leur secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, remodeler les régimes de pays étrangers (Russie), s'ingérer dans leurs affaires au nom des droits de

l'homme (Kosovo) et jouent les «gendarmes» aux quatre coins de la planète (Haïti).

La majorité (républicaine) de la Chambre des représentants est elle aussi «néo-isolationniste». Elle n'a cessé de guerroyer contre la ratification par les Etats-Unis de traités internationaux, de bloquer les contributions américaines aux Nations unies, de critiquer le Fonds monétaire international ou l'élargissement de l'OTAN. Ce n'est que d'extrême justice que le Congrès a approuvé les interventions en Bosnie ou au Kosovo. Ce néo-isolationnisme s'accompagne d'ailleurs souvent d'un soutien à l'augmentation du budget de la défense et à des programmes dérivés de la «guerre des étoiles» du président Reagan, conçus pour renforcer la «Forteresse Amérique» contre toute «menace» extérieure — la Chine remplaçant l'ex-Union Soviétique dans le rôle d'ennemi numéro un de la «nouvelle guerre froide».

L'établissement républicain, regroupé derrière George W. Bush, le favori du parti pour la présidentielle de l'an 2000, continue pour sa part d'adhérer à la doctrine «réaliste» mise en œuvre dans les années 70 par le président Nixon, et dont le principal avocat reste son ex-secrétaire d'Etat, Henry Kissinger. Celui-ci critique «la tendance à faire de la politique étrangère une entreprise de sauvetage humanitaire» — alors qu'elle ne devrait avoir d'autre but que d'assurer la stabilité et la paix internationale par la recherche sans états d'âme de l'équilibre entre grandes puissances. Il dénonce «la facilité avec laquelle l'équipe Clinton a recouru à la force armée pour résoudre des crises humanitaires». «L'ordre est plus fondamental que la justice» sur la scène internationale écrit dans le numéro de septembre/octobre de la revue *Foreign Affairs* Richard Haass, un des conseillers de Bush.

La superpuissance américaine se doit certes d'intervenir sur la scène internationale mais seulement là où ses «intérêts vitaux» sont en jeu — (comme ce fut le cas avec le pétrole pendant la guerre du Golfe). Condoleezza Rice, principale conseillère de Bush (qui pourrait faire d'elle la première femme noire au poste de secrétaire d'Etat) estime que «la puissance a intérêt à s'exercer parfois de manière plus discrète», à bon escient et avec économie, sous peine de se disperser et d'épuiser des forces armées et des ressources qui ne sont pas illimitées. Elle estime qu'il faudrait donner moins de leçons de démocratie et de libéralisation économique aux Russes (ou aux Chinois), et discuter davantage avec eux des problèmes stratégiques et de désarmement. Bush a donc commencé à attaquer lui aussi une «doctrine Clinton» qui, dit-il, pousse l'armée américaine dans «des missions vagues, dont les objectifs et la durée sont incertains». Pat Buchanan n'est donc pas seul à vouloir redéfinir plus étroitement «l'intérêt national», qui, dit-il, «seul peut justifier qu'on envoie au combat et à la mort de jeunes Américains».

Moscou affirme avoir isolé Bassaïev

Grozny (AFP) — L'armée russe a affirmé hier avoir isolé dans le village de Goragorski (ouest de la Tchétchénie) le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev qui venait de menacer la Russie d'actes terroristes en représailles à son offensive.

Les combats et les bombardements se sont parallèlement poursuivis hier dans plusieurs régions de la petite république indépendante qui a assuré que l'opération des troupes fédérales avait fait plus de 700 morts sur son territoire entre le 5 septembre et le 10 octobre.

«J'ai bloqué Bassaïev à Goragorski, il se dème là-bas comme un chien galeux», a expliqué le commandant en chef de la 58^e armée dans le Caucase, Vladimir Chamanov. Le général a estimé qu'éliminer Bassaïev, devenu l'ennemi numéro un des autorités russes, était «une affaire d'honneur».

Moscou accuse cet islamiste d'être responsable d'une vague d'attentats entre le 31 août et le 16 septembre en Russie (293 morts) et de deux rébellions au Daguestan (Caucase du nord) en août et en septembre. Grozny a démenti l'information, expliquant que Bassaïev avait été la veille à Goragorski (non loin de la frontière avec l'Ingouchie et l'Ossétie du nord) mais ne s'y trouvait plus hier. Ces informations n'étaient pas vérifiables de source indépendante. L'ex-premier ministre tchétchène, qui s'était démarqué lors de la guerre d'indépendance tchétchène de 1994-1996, avait dans la matinée menacé Moscou d'actes terroristes. «Le commandement russe aura bientôt la possibilité de montrer comment il lutte contre le terrorisme visant les citoyens russes», a-t-il averti dans une conversation téléphonique avec l'AFP.

Interdiction générale des essais nucléaires

Clinton lance un dernier appel au Sénat

Washington (Reuters) — Le président Bill Clinton a officiellement demandé hier au Sénat de reporter son vote sur la ratification du Traité d'interdiction générale des essais nucléaires (CTBT) en soulignant qu'un rejet du pacte «porterait gravement atteinte à la sécurité nationale des Etats-Unis».

Le Sénat, qui devrait se prononcer aujourd'hui sur le CTBT, ne dispose pas des 67 voix nécessaires pour sa ratification. Une majorité d'élus républicains estiment le CTBT risque de porter atteinte aux capacités des Etats-Unis à préserver la sûreté de leur arsenal nucléaire et ils craignent que son application ne soit pas suffisamment vérifiable. «Je vous demande de reporter l'examen au Sénat du CTBT», écrit Clinton dans une lettre au chef de file de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott.

Mais ce dernier a déjà dit à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'un «mauvais traité» intervenant «au mauvais moment» et il a fait part vendredi de son refus de reporter le vote.

La Maison-Blanche a dit que Clinton avait refusé de promettre, ainsi que le réclament les Républicains, de ne pas soumettre le traité à un autre vote jusqu'à la fin de sa présidence. Il n'a pas évoqué cette question dans sa lettre.

LE MONDE

Questions au président Henri Konan Bédié

La Côte d'Ivoire vit dans un climat de guerre civile

«La démocratisation s'est faite trop vite»



FABRIZIO BENSCH REUTERS

Gerhard Schröder: petit répit.

Le SPD tient bon à Berlin

Schröder peut souffler

Berlin (AFP) — Le chancelier social-démocrate allemand Gerhard Schröder bénéficie d'un répit de quelques mois avant le prochain scrutin, à l'issue d'un marathon électoral de plusieurs semaines qui a sensiblement modifié le paysage politique.

Dimanche à Berlin, lors de la dernière d'une série de consultations régionales qui a tourné à la déroute de la majorité fédérale, le Parti social-démocrate (SPD) a limité les pertes.

Certes, le SPD recule à 22,4 % des suffrages contre les 23,6 % enregistrés dans la ville-Etat il y a quatre ans, ce qui était déjà pourtant son plus mauvais score à Berlin.

Mais il n'essuie pas un camouflet de l'ampleur de celui infligé par les électeurs de Thuringe, où avec 18,5% des voix le parti avait été relégué le 12 septembre à la troisième place derrière les communistes renoués (21,3%). Il est loin aussi de la chute de 15 points subie le 5 dans le Brandebourg. Ou de la déconfiture de la Sarre, où la région a été enlevée par l'opposition chrétienne-démocrate.

De quoi faire dire à Gerhard Schröder, hier, que le résultat de Berlin marquait «le début du changement de tendance». Plus prudent, le secrétaire général du SPD Franz Müntefering préférerait évoquer «un tout petit espoir» d'inflexion.

Le parti, a expliqué M. Müntefering, allait engager une réflexion sur les orientations de son congrès en décembre pour trouver un équilibre entre «nécessité de réformes et justice sociale». Un périlleux exercice auquel le chancelier et président du SPD commencent à s'entraîner. Devant le puissant syndicat des métallurgistes IG Metall, vendredi, ou devant la base du parti au Schleswig-Holstein, samedi, Gerhard Schröder a trouvé des accents combats pour défendre son très impopulaire plan d'assainissement budgétaire.

Gerhard Schröder peut compter sur un parti ressoudé face aux dénonciations d'Oskar Lafontaine, démissionnaire en mars dernier de ses postes de ministre des Finances et président du SPD, dans un livre à paraître mercredi, dont la presse s'est largement fait l'écho.

Mais le chancelier devra composer avec un environnement politique radicalement modifié. A Berlin, les électeurs ont infligé un nouveau désaveu aux Verts, alliés du SPD dans la coalition gouvernementale. Les écologistes sont tombés sous le seuil de 10 % qu'ils s'étaient fixé, avec 9,9 %, perdant un quart de leurs voix par rapport à 1995.

Le dépit de l'électorat écologiste s'était fait sentir pour la première fois dès février, trois mois après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Schroeder, lorsque la déroute des Verts dans le Land de Hesse avait valu la défaite surprise de la coalition régionale avec le SPD.

Il faut dire que les écologistes n'ont guère imposé leurs vues au gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a même rompu avec la tradition pacifiste du parti en impliquant l'Allemagne dans les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie.

Sur l'abandon du nucléaire civil, décidé par la coalition, les Verts avaient un temps (bref) semblés en phase avec les sociaux-démocrates. Mais les divergences sont apparues de plus en plus clairement, et ont contraint à repousser à la fin de l'année un rapport commun sur le sujet.

Gerhard Schröder devra enfin se garder à gauche, où les communistes renoués s'imposent comme la force de contestation en jouant des thèmes sociaux jusqu'à présent classiques du SPD. Et il aura à négocier avec les chrétiens-démocrates, grands vainqueurs des scrutins de ces dernières semaines et détenteurs désormais d'une majorité relative à la chambre haute du parlement (Bundesrat), pour faire adopter des lois essentielles comme le budget.

Gerhard Schröder a jusqu'aux élections régionales de février dans le Schleswig-Holstein pour regagner la confiance de son électoral. «Si sa politique réussit, il a peut-être une chance de remonter lentement la pente», estime, sceptique, Reinhard Schlinkert, de l'institut de sondage Dimap.

L'échéance suivante sera cruciale. Ce seront les régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie, bastion social-démocrate, en mai.

À un an d'une élection présidentielle, la seconde depuis la disparition en 1993 de Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire vit dans un climat de guerre civile naissante. La rivalité entre le successeur et un ancien premier ministre d'Houphouët, Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara, non seulement empoisonne la vie politique mais, par-delà, dresse le nord musulman contre le sud chrétien, les Ivoiriens contre les étrangers vivant dans le pays, souvent depuis longtemps. Ainsi, Ouattara, lui-même musulman, menacé de ne pas pouvoir se présenter à la prochaine élection, a déclaré samedi à Paris que les tracasseries dont il est victime ont pour but de «faire en sorte que la Côte d'Ivoire ne tombe pas aux mains des musulmans». Et d'ajouter qu'il ira «jusqu'au bout». Dans une interview recueillie avant la déclaration de Ouattara, le président Bédié s'est expliqué au quotidien *Liberation*.

N'est-ce pas vous qui avez mis le feu aux poudres avec «l'ivoirité», l'affirmation d'une préférence nationale?

Nous sommes une population qui intègre 33 % d'étrangers. Qu'on cesse de nous faire la leçon! Aucun pays, pas seulement en Afrique, ne nous arrive à la cheville pour ce qui est de l'hospitalité. En Afrique de l'Ouest, sur 100 migrants, 98 viennent en Côte d'Ivoire. Chez nous, il y a des étrangers dans tous les secteurs de l'économie. Après l'indépendance, à la suite de la lutte commune contre le colo-

niaisme, des étrangers ont été ministres en Côte d'Ivoire. Houphouët-Boigny, qui n'était pas Français mais qui avait été, avant l'indépendance, ministre en France, a fait de la Côte d'Ivoire un modèle d'ouverture. Nous restons dans cette voie, mais en y mettant les gardes-fous nécessaires pour éviter, justement, des poussées xénophobes, signes de rejet du trop-plein. Un exemple: dès 1990, c'est l'opposition qui a réclamé que les étrangers ne votent plus en Côte d'Ivoire. Jusque-là, tout le monde votait dans tous les scrutins. Nous nous sommes mis en conformité avec la Constitution, qui ne reconnaît le droit de vote qu'aux Ivoiriens. Où est le mal? Pourquoi nous critique-t-on dans des pays qui n'ont jamais donné le droit de vote aux immigrants, pas même dans un scrutin local?

Que veut dire «ivoirité» dans un pays où se mélangent toutes les cultures d'Afrique de l'Ouest?

Mais c'est justement de ce melting pot que va émerger l'ivoirité, qui n'est pas un terme politique, mais l'âme de notre pays. C'est l'ensemble des cultures du terroir et, donc, une notion dynamique. L'ivoirité d'aujourd'hui n'est pas celle de demain, parce que notre culture devient de plus en plus syncrétique, elle s'enrichit de tous les apports venus d'ailleurs. D'ici vingt-cinq ans, notre culture ne sera pas la même, mais une synthèse de toutes celles existant aujourd'hui chez nous.

Le débat s'est fixé sur la per-

sonne d'Alassane Ouattara. Pourra-t-il être candidat à la présidentielle dans un an?

A son sujet, je m'impose un double devoir de réserve. D'une part, je n'ai pas à m'immiscer dans des affaires de justice. D'autre part, puisque M. Ouattara a déjà déclaré sa candidature, il peut être considéré comme un rival. Je me limiterai donc à dissiper des malentendus. Pour commencer, une information judiciaire pour «faux et usage de faux» a été ouverte à la suite de l'exhibition publique par M. Ouattara de deux cartes d'identité comportant des données contradictoires sur ses parents. L'enquête est en cours. De deux choses l'une: soit M. Ouattara est Ivoirien ou il ne l'est pas. Dans le second cas, il ne peut pas présider un parti politique en Côte d'Ivoire. Dans le premier cas, rien ne s'y oppose. Mais il appartiendra alors à la Cour constitutionnelle de statuer s'il remplit les conditions d'éligibilité.

Même reconnu Ivoirien, il pourrait être exclu de la course présidentielle?

On affirme souvent dans les médias que M. Ouattara, à cause de sa «nationalité contestée», serait «empêché» de se présenter. C'est faux. Car, si M. Ouattara n'est pas Ivoirien, le problème ne se pose pas. Or, s'il l'est, cela ne veut pas dire qu'il remplit les conditions d'éligibilité. Il y a d'autres conditions à remplir, dont

celle d'être Ivoirien de père et de mère également nés ivoiriens. C'est une disposition qui figure dans le code électoral de presque tous les pays africains, sans que personne ne trouve à y redire, sauf chez nous.

Au fond, à travers toutes ces aventures juridiques, n'est-ce pas une guerre de succession qui se poursuit depuis la mort d'Houphouët?

Je ne nie pas ce problème, d'une extrême gravité. En 1993, alors qu'il était premier ministre, M. Ouattara est allé s'incliner devant la dépouille du président Houphouët, dont il a par la suite annoncé le décès à la télévision nationale. Mais il n'a pas démissionné, il n'est pas venu me voir pour organiser, conformément à la Constitution, la succession qui devait assurer le président de l'Assemblée nationale que j'étais. Personne n'en est dupe: il n'a pas voulu rendre son tablier. Puis, il y a eu la candidature avortée de M. Ouattara à la présidentielle de 1995. Maintenant, il revient à la charge.

Et le pays se polarise dans la haine. Une partie de la presse ivoirienne, de tous bords, est devenue illisible...

Les dérives de notre presse sont extrêmement préoccupantes. Mais que faire? Même les moyens d'auto-discipline que la profession a mis en place pour faire respecter sa déontologie n'empêchent pas des débordements. La raison en est simple, bas-

sement alimentaire: il suffit de donner un peu d'argent à des mercenaires de la plume pour qu'ils s'en prennent à un individu, l'accablent d'injures. Mais comment en arriver à bout sans porter atteinte à la liberté de la presse? Voilà le problème.

Jacques Chirac avait-il raison en déclarant, en 1986 à Abidjan, que l'Afrique n'était pas mûre pour la démocratie?

Bien sûr qu'il avait raison! Parfaitement! Nous avons brûlé les étapes. La démocratisation s'est faite trop vite. Mais si, en tant que dirigeant, vous temporez, vous étiez aussitôt accusé d'être un dictateur, un «dinosaur», et vous étiez livré à la vindicte d'excités qui promettaient de vous faire la peau. Voilà la vérité! Après le sommet de La Baule, où la France a annoncé qu'elle ne donnerait plus d'aide à ceux qui ne s'engageraient pas sur la voie de la démocratisation, nos intellectuels ont mis le peuple dans la rue. Sous la pression, les pouvoirs en place ont tout lâché, tout de suite. Or, aujourd'hui, nous payons les pots cassés. Surtout les plus pauvres parmi nous. Au moins, en Côte d'Ivoire, nous avions un certain niveau de vie, de développement. Cela ne s'est pas trop mal passé chez nous. Mais ailleurs? Regardez une carte d'Afrique, la multiplication des conflits armés, des exodes et drames humanitaires! N'est-ce pas malheureux?

Propos recueillis par Stephen Smith

Elle fait déjà tourner toutes les têtes.

ÉCHO
2 ou 4 portes
199\$ par mois
LOCATION 48 MOIS¹
Transport et préparation inclus



MENSUALITÉS	COMPTANT*
199\$	1250\$
211\$	750\$
229\$	0\$

ACHAT À PARTIR DE
13 835\$²

CRÉDIT TOYOTA

Programme de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre valable sur les modèles Echo 2000 AT 123M-AA neufs en inventaire. Comptant initial de 1 250\$. Premier versement de 228,90\$ et dépôt de garantie de 250\$ exigibles au moment de la livraison. * Taxes en sus ou échange équivalent.

Franchise de 96 000 km; frais de 7c/km excédentaire. * Prix basé sur le modèle 2 portes. Taxes, transport et préparation en sus. Offres d'une durée limitée. Véhicule aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire

TOYOTA

www.toyota.ca

VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA QUALITÉ



Le service de qualité Toyota

BOUCHERVILLE
Toyota Duval
(450) 655-2350

BROSSARD
Brossard Toyota
(450) 445-0577

CANDIAC
Candiac Toyota
(450) 659-6511

CHAMBLY
Chambly Toyota
(450) 658-4334

CHÂTEAUGUAY
Châteauguay Toyota
(450) 692-1200

GATINEAU
Toyota Gatineau
(819) 569-0066

HULL
Vila Toyota
(819) 776-0077

ÎLE PERROT
Île Perrot Toyota
(514) 453-2510

JOLIETTE
Joliette Toyota
(450) 759-3449

LACHENAIE
Automobiles
L.G. Laveillé
(450) 471-4117

LACHINE
Sperelli Lexus Toyota
(514) 634-7171

LACHUTE
Lachute Toyota
(450) 562-6662

LAVAL
Chomedey Toyota
(450) 687-2634

LAVAL
Vimont Lexus Toyota
(450) 668-2710

LONGUEUIL
Longueuil Toyota
(514) 674-7474

MONT-LAURIER
Claude Auto
(819) 623-3511

MONTREAL
Alix Toyota
(514) 376-9191

MONTREAL
Chasté Toyota
(514) 327-3411

MONTREAL
Houle Toyota
(514) 351-5010

MONTREAL
Lexus Toyota Gabriel
(514) 748-7777

MONTREAL
Toyota Pie IX
(514) 329-0909

MONTREAL
Toyota President
(514) 935-6354

POINTE-CLAIRE
Fairview Toyota
(514) 694-1510

REPENTIGNY
Repentigny Toyota
(450) 581-3540

ST-EUSTACHE
Toyota St-Eustache
(450) 473-1872

ST-HYACINTHE
Aegion Toyota
(450) 774-9191

ST-JEAN
Déry Toyota
(450) 359-9000

ST-JÉRÔME
Toyota St-Jérôme
(450) 438-1255

ST-LÉONARD
St-Léonard Toyota
(514) 252-1373

STE-AGATHE
Toyota &
Ste-Agathe
(819) 326-1044

STE-THERÈSE
Blainville Toyota
(450) 435-3685

THURSO
Auger & Frères
(819) 985-2218

SHAWINIGAN
Mauricie Toyota
(819) 539-8393

SOREL
Automobile
Pierre Lefebvre
(450) 373-0850

THURSO
Auger & Frères
(819) 985-2218

TROIS-RIVIÈRES
Trois-Rivières Toyota
(819) 374-5323



Le service de qualité Toyota

FONDATION Marie-Soleil Tougas

1 900 565-SOLEIL

É D I T O R I A L

L'université, l'argent et la tour d'ivoire

Les universités québécoises viennent de transmettre leur liste d'épicerie au ministre de l'Éducation, François Legault. Pour la rationalisation et la complémentarité entre établissements universitaires, il faudra repasser. Chaque université réclame des dizaines, voire des centaines de millions au gouvernement, pour réussir son entrée dans «la société du savoir».

Cela fait bientôt deux ans que le gouvernement tente de se doter d'une politique sur les universités. L'ex-ministre Pauline Marois n'avait pas réussi à s'entendre avec les recteurs et la campagne électorale de novembre dernier est venue mettre fin à ses soucis. Les recteurs — et professeurs — reprochaient surtout deux choses à l'ex-ministre, d'abord de n'avoir pas abordé, dans son projet de politique, la question cruciale du financement et, à un autre niveau, de se mêler de ce qui ne la regardait pas en proposant des orientations, par exemple en matière de recherche. Il est vrai que le document de février 1998, dénué de vision, ne faisait qu'effleurer les problématiques. Le milieu universitaire n'en fit qu'une bouchée.

Le successeur de Mme Marois a tenté d'éviter les maladroites passées. D'entrée de jeu, M. Legault a abordé la question du financement, en compatissant aux malheurs, réels, que les compressions des cinq dernières années avaient provoqués, et en leur promettant de nouvelles injections d'argent. Jusque-là, pas de problème, même si tout véritable redressement devra attendre le jour du prochain budget. (M. Legault aurait bien aimé envoyer rapidement aux universités quelques-uns des millions qu'une entente avec Ottawa sur les bourses du millénaire lui aurait permis de rapatrier mais ce projet, comme on le sait, reste dans une impasse).

Cela étant dit, un projet de politique n'est pas seulement une question d'argent et il a bien fallu que le ministre de l'Éducation parle à son tour de nécessaire complémentarité entre institutions et de rationalisation. Les recteurs se refermèrent alors comme des huîtres.

Ce refus de la rationalisation, ce refus d'une définition conjointe des priorités transparent des plans d'avenir que chaque institution universitaire a transmis il y a quelques semaines à M. Legault, à la demande de ce dernier. De sorte qu'on se demande si l'actuel ministre est plus avancé que ne l'était Mme Marois il y a deux ans. Les universités se cabrent à toute idée de mise en commun de leurs ressources, au nom de la saine concurrence.

Au cours des derniers mois, l'absence de concertation entre les départements des différentes universités a été cruellement mise au jour lors des travaux de la Commission des programmes des universités, chargée par la Conférence des recteurs de revoir la pertinence de l'ensemble des disciplines. En fait, dans plusieurs cas, cette commission a donné l'occasion à des doyens qui s'ignoraient de se rencontrer pour la première fois et ainsi, de s'informer réciproquement de leurs activités, dans le même champ. C'est tout de même extraordinaire, non?

Personne, pas même au gouvernement, ne conteste le fait que les compressions des cinq dernières années ont été dévastatrices. Plus de 1000 professeurs ont quitté le réseau, les équipements, qui n'ont pas été renouvelés, deviennent désuets et les bibliothèques sont dégarnies. Dans un secteur de compétition féroce, les professeurs-vedettes sont tentés de s'exiler au Sud. Les recteurs ont raison de se plaindre. Ils ont raison de rappeler que les dépenses par étudiant à l'université étaient les moins élevées au pays en 1998-99. Les dépenses s'élevaient à 11 084 \$ par étudiant au Québec, comparativement à 11 525 \$ pour l'Ontario. Ils ont mille fois raison de rappeler que la détérioration de l'environnement hantera le Québec pendant longtemps si rien n'est fait aujourd'hui.

Les directions d'université, jadis si discrètes, portent désormais leur message sur la place publique. C'est très bien. Elles doivent maintenant faire un pas de plus et accepter d'évaluer leur place à l'intérieur du réseau, quitte à laisser tel ou tel volet de la formation au voisin. Il est bien évident que 12 universités ne peuvent toutes avoir leur chaire en études environnementales. À l'heure actuelle, la guerre domine, dans le but de rafler tous les programmes les plus prometteurs, c'est-à-dire susceptibles d'attirer le plus d'étudiants.

En refusant la concertation, les universités renvoient la balle au ministre à qui il reviendra de trancher. Et le gouvernement a beau retarder le plus possible ce moment difficile, il n'aura pas le choix: il faudra bien, un jour ou l'autre, remplir son rôle d'arbitre.

Auparavant, cependant, le ministre serait bien avisé de revoir la formule de financement laquelle, en reliant ses subventions au nombre d'étudiants, encourage la concurrence et décourage la fermeture de programmes.

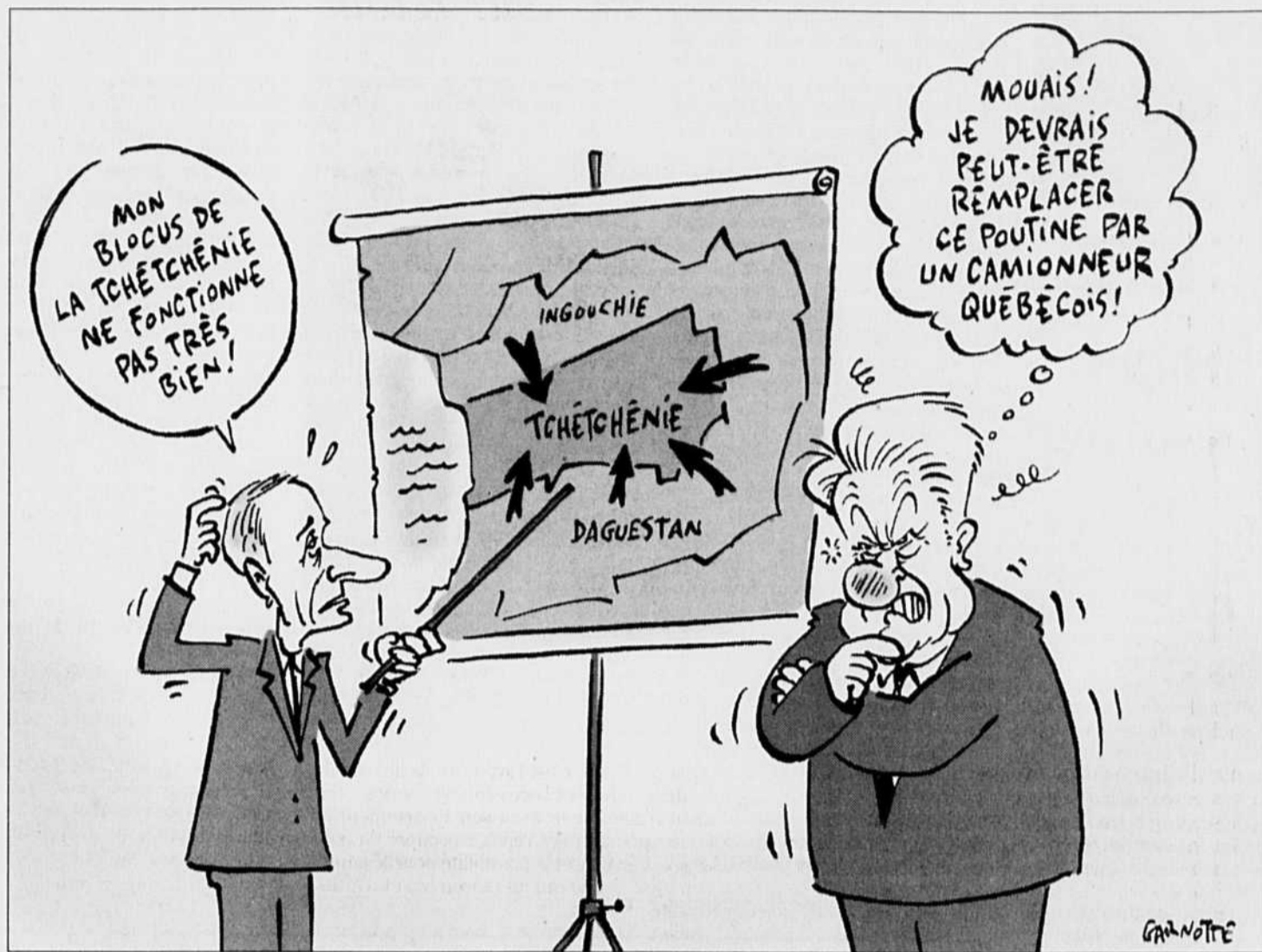
Cette tâche est la plus urgente. afin que cesse la course éfrénée et coûteuse à la clientèle, qui finit par ressembler, à certaines périodes de l'année, à des campagnes de maraudage. Il faut voir l'artillerie mise en place par certaines universités pour amener vers eux les finissants des cégeps. Et puis, est-il indispensable d'avoir trois campus sur la Rive Sud, par exemple? Une fois cette formule corrigée, le ministre pourra proposer à la société québécoise une vision de l'université pour les prochaines années. Les défis ne manquent pas, à commencer par la multiplication des disciplines professionnelles et la baisse persistante de la popularité des disciplines fondamentales universitaires, pourtant indispensables au développement de la fonction critique.

pdsviviers@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



L E T T R E S

Avoir la liberté d'écrire et d'espérer

Il y a 37 ans déjà — c'était en 1962 — paraissait, à mon grand étonnement, mon tout premier livre *Le Mouvement Desjardins*. Mon voisin législateur, le sénateur Cyrille Vaillancourt en avait rédigé la préface. «Gérant» des Caisses Desjardins, il en commandait et payait 6000 exemplaires.

Il y a 37 ans déjà — c'était aussi en 1962 — je signais ma carte de membre au Parti républicain que présidait alors le docteur Marcel Chaput.

D'une part, à mon insu, je venais de commencer une carrière d'écrivain et je le suis devenu graduellement à temps complet: Jacques Hébert, Pierre Tisseyre, Lidéc et Guérin, Beauchemin et Stanké ont publié plus d'une cinquantaine de mes essais, romans, récits. Droits d'auteur et revenus dérivés (une bourse du Conseil des Arts une fois, par hasard) m'assurent depuis des années l'entière liberté de rêver et d'écrire.

D'autre part, libre et conscient, je venais de décider et n'ai jamais changé d'idée que le Québec, mon pays natal, serait un jour indépendant.

Que Daniel Gagnon se sente affamé, rejeté, méprisé; libre à lui de se rebeller contre «les bornes et les limites» qu'imposeraient le gouvernement. La liberté d'écrire et d'espérer demeure entière et ne dépend ni des éditeurs ni des lecteurs: elle s'arrime à notre volonté individuelle et à celle de Québécois et Québécoises de se doter d'un pays indépendant.

Il existe encore des artistes ni silencieux ni affamés qui ont la liberté d'écrire et d'espérer, j'en suis un depuis 1962!

Jacques Lamarche
Saint-André-Avellin

Les communautés religieuses ont fait pour le mieux

À vous lire, on constate que l'esprit, qui animait *Le Devoir* au temps de M. Henri Bourassa, a bien changé. À cette époque, on soutenait l'Église et ses institutions. Aujourd'hui, on ne cesse de la grignoter à tout propos.

Les Orphelins de Duplessis vous donnent une

autre occasion de vous en prendre à l'Église, qui a fait tout son possible pour ramasser ces petits êtres humains abandonnés sur un perron d'église, et ramassés par les bonnes religieuses, qui avec les moyens du bord, les gardaient en vie. Sans elles, quantité de ces petits seraient morts. Ce chef plaignard est peut-être un de ceux-là. Il devrait louer les sœurs de l'avoir sauvé et non leur réclamer des excuses. On lui a conservé la vie, c'est déjà beaucoup. Ce pleurnicheur devrait s'excuser auprès des religieuses et les remercier.

Des plaintes qui ne tiennent pas compte du contexte social. Quand nous étions jeunes, nous travaillions pour rien; nous aidions nos parents sans aucune rémunération. Les religieuses les ont élevés en leur donnant le plus possible comme faisait tout le monde à cette époque. Personne n'oserait réclamer des excuses à nos parents; les communautés religieuses ont fait pour le mieux. Que les Orphelins en prennent conscience une fois pour toutes.

Qui l'a abandonné ce pauvre petit orphelin? Les sœurs ou les parents, ou la fille-mère? Que tous ces orphelins réclament de leurs parents, de leur géniteur, de leur mère, excuses, argent, soins, etc. et laissent la paix à l'Église et aux organismes qui les ont ramassés comme des blessés sur le bord du chemin de la vie.

Roger Mailloux
Granby

Qui s'occupera des infrastructures?

Une coalition présidée par le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, réclame des milliards pour réparer nos infrastructures vieillissantes. Quelle sera la réponse des gouvernements? Nous ne la connaissons pas. Mais quoi qu'il en soit, les ingénieurs savent, et bien des citoyens aussi, qu'il est invivable que des sommes considérables soient investies dans ce domaine au cours des prochaines années. Nous devons accorder plus d'attention à l'entretien des infrastructures si l'on ne veut pas que le scénario actuel (manque d'entretien suivi de réparations majeures) se répète. Qu'il s'agisse d'une maison, d'une automobile, d'un pont ou d'une route, un bon entretien prolonge la vie utile et dimi-

nue généralement la somme totale à investir.

Les problèmes technologiques que posent l'entretien et la réparation des infrastructures sont différents de ceux que posent les nouvelles constructions, et l'enseignement du génie civil, du génie des infrastructures, évolue en conséquence. Cela est vrai partout au Québec, au Canada et ailleurs en Amérique, en particulier dans les régions où les cycles de gel-dégel et l'emploi des fondants ont accéléré les problèmes de vieillissement. Au premier cycle on crée des nouveaux cours et on modifie les programmes. Au deuxième et au troisième cycles, on forme des spécialistes par des travaux de recherche appropriés. À l'Université Laval, par exemple, des techniques nouvelles de réparation ont été développées en collaboration avec la Ville de Québec, le ministère des Transports et un groupe d'industriels.

Nous risquons actuellement une pénurie d'ingénieurs qualifiés et bien préparés aux défis posés par les problèmes d'entretien et de réparation. En effet, durant les dernières années, les études en génie civil n'ont pas eu la cote auprès des jeunes. Il n'y avait que peu de débouchés et la rumeur avait amplifié la faiblesse de la situation de l'emploi. Mais nous entrons dans une nouvelle période. Des milliards de dollars pour les infrastructures, cela représente beaucoup d'emplois pour les ingénieurs civils. Il serait important que tous ceux qui peuvent influencer le choix de carrière des jeunes s'en convainquent si on ne veut pas que le risque de pénurie se transforme en réalité.

Michel Pigeon
Directeur du département de génie civil
Université Laval

Écrivez-nous

Nous publions dans cette section de la page éditoriale une sélection de lettres des lecteurs. Les lettres sont envoyées à l'adresse suivante: Courrier des lecteurs, *Le Devoir*, 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal H3A 3M9, ou encore si par courriel, à: lettres@ledevoir.ca. Toutes les lettres doivent être signées et comporter l'adresse et le numéro de téléphone ou le signataire peut être joint. Elles doivent éviter les attaques personnelles.

LIBRE OPINION

L'ACDI: innocente victime de désinformation

NADIA FAHMY-EID

Professeure au département d'Histoire
Université du Québec à Montréal

À cours du mois d'août dernier, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) était sur la sellette. Prenant appui sur des témoignages d'organismes bénéficiaires insatisfaits des politiques de l'ACDI, les médias ont rapporté un certain nombre de critiques adressées à cette agence gouvernementale.

Les faits saillants de cette évaluation négative peuvent se résumer ainsi: premièrement, l'ACDI n'accorderait, nous dit-on, de financements qu'aux projets dont les retombées économiques sont susceptibles de profiter aux entreprises canadiennes et à l'économie canadienne dans son ensemble. Donc, malgré une apparente volonté d'aide aux pays développés dont l'apparente générosité cache mal des objectifs intéressés. À cet égard, nous disons les détracteurs de l'ACDI, celle-ci ne fait pas mieux que ses homologues des autres pays riches. La deuxième critique importante adressée à cette agence vise sa supposée négligence dans la gestion du bien public puisque, nous affirment-ils, l'ACDI ne se donne pas la peine d'assurer le suivi des projets qu'elle finance. Les résultats de telles critiques sont assez prévisibles: la réputation de l'ACDI risque fort d'être ternie et son image passablement amoindrie.

Or, l'organisme d'aide au développement où nous oeuvrons, soit les *Partenaires de l'Association de la Haute-Égypte pour l'éducation et le développement* (PACHE), qui entretient depuis bientôt cinq ans des rapports réguliers avec l'ACDI, s'inscrit en faux contre les critiques formu-

lées plus haut. Même si la tentation est parfois grande de prendre le parti de se taire quand tout va bien, de considérer comme allant de soi la mise en application d'une éthique de services qui s'avère adéquate, nous pensons que, dans les conditions présentes, notre silence revêtirait un caractère d'ingratitude, voire de lâcheté. Nous estimons que nous nous devons de prendre la parole pour faire état de l'expérience de nos propres rapports avec l'ACDI. Notre témoignage suffira-t-il à lui seul à réparer le tort fait à cette Agence? Nous n'en savons rien. Par ailleurs, il se pourrait qu'il vienne corroborer d'autres témoignages du même genre, ce qui servirait éventuellement à donner de la réalité une vision plus exacte ou, à tout le moins, plus nuancée.

Disons tout de suite sur quel type d'expérience nous basons notre perception des politiques de l'ACDI. Au cours des dix dernières années, PACHE, l'organisme pour lequel nous travaillons, et dont la mission est de soutenir financièrement et moralement l'Association égyptienne (ACHE) qui oeuvre sur le terrain en Égypte, a sollicité le financement de l'ACDI en faveur de quatre projets de développement. Il s'agit de projets destinés à promouvoir des objectifs précis liés à la vocation première de l'ACHE. Le but fondamental en demeure la promotion de l'éducation et du développement de certaines communautés rurales démunies de la Haute-Égypte et des individus, femmes, hommes et enfants, qui les composent.

Les projets financés par l'ACDI au cours des quatre dernières années sont les suivants:

- implantation du programme «Éducation pour la paix et la démocratie» à travers les 37 écoles de l'ACHE;

- programme de développement de la communauté rurale d'Echmine-El-Nassara;

- programme de promotion de la femme au gouvernorat d'Assiout;

- programme de développement de la communauté de Ezbet Chahine, gouvernorat de Minia.

Ces projets ont bénéficié de l'aide de l'ACDI pour un montant global de 643 352 \$.

Il va sans dire que de tels projets ont nécessité un rapport constant avec l'ACDI et des contacts fréquents avec les gestionnaires de nos dossiers. Or, quel bilan faisons-nous de ces années de collaboration avec cette Agence et ses représentants?

1. Soulignons tout d'abord qu'aucun des projets soumis par nous et acceptés par l'ACDI n'est susceptible de se traduire, en aucune façon, par des bénéfices économiques quelconques pour la société canadienne. Un bénéfice de type humanitaire, oui, dans la mesure où les sociétés riches s'enrichissent sur le plan moral lorsqu'elles acceptent de tendre la main à leurs frères et sœurs des sociétés moins favorisées. Mais, en ce qui concerne l'aide accordée, les gains restent uniquement de cet ordre.

2. Précisions, en second lieu, que le suivi des quatre projets mentionnés plus haut a été soigneusement assuré par l'ACDI. Non seulement ces projets devaient décrire minutieusement les objectifs poursuivis, mais les données relatives à la faisabilité et aux coûts se devaient d'être claires et précis. Plus tard, nous avons eu à produire des rapports détaillés relativement à la progression des projets concernés, aux difficultés de réalisation éventuelles de certains des objectifs visés et, dans tous les cas, nous devions

constamment prouver que les investissements consentis par l'ACDI étaient justifiés par rapport aux objectifs que nous avions déclaré poursuivre.

Ces exigences ont donné lieu à des rapports de suivi selon un calendrier établi par l'ACDI, sans compter les visites d'inspection sur les lieux des projets, effectuées par le personnel affecté à l'aide internationale à l'Ambassade canadienne au Caire. À ce propos, nous nous devons, la aussi, de témoigner de la courtoisie et du professionnalisme des représentants de l'ACDI auxquels nous avions eu à faire.

Voilà donc en quelques mots les aspects qui caractérisent nos rapports avec l'ACDI. Comme on peut le constater, ils ne correspondent en rien aux accusations dont cette Agence gouvernementale a fait l'objet récemment. Même si notre témoignage fait état d'une expérience qui reste singulière, nous espérons qu'il viendra au moins semer un doute raisonnable dans l'esprit de ceux qui seraient tentés de porter sur l'ACDI un jugement sommaire ou trop rapide, sans prendre le temps d'écouter d'autres sons de cloche. On sait que les clients satisfaits sont souvent silencieux, prenant pour acquis le fait d'avoir accès à des services de qualité. Sur le plan médiatique, ces clients ne sont pas, à vrai dire, les plus intéressants puisque leur témoignage débouche rarement sur des nouvelles à caractère sensationnel. Et pourtant, dans certains cas, il y a des silences que l'on se doit de rompre si l'on ne veut pas être associé de facto à une injustice. D'où ce témoignage public que nous rendons aujourd'hui à l'ACDI, aux idées fortes qui inspirent son action ainsi qu'au mode de fonctionnement consciencieux dont elle fait preuve à l'endroit de l'organisme que nous représentons.

IDÉES

Les jeunes quittent les régions pour la ville

Migration à sens unique

Il ne faut pas tant chercher à empêcher les jeunes de partir que favoriser leur retour

Observatoire
Jeunes et SociétéPATRICE LEBLANC
Chaire Desjardins en développement des petites
collectivités, Université du Québec
en Abitibi-TémiscaminguePIERRE NOREAU
Centre de recherche en droit public,
Université de Montréal

ARCHIVES LE DEVOIR

Être jeune, c'est vouloir «faire sa vie», prendre ses distances d'avec son milieu familial. Quoi de mieux qu'un déménagement au loin, «obligé» par la nature de la situation, avec la permission des parents en prime.

«**N**os jeunes quittent la région!» Depuis plusieurs années, les régions périphériques du Québec lancent ce cri d'alarme et les élites s'inquiètent! Mais les intéressés, eux, qu'en disent-ils? «Pas-de-travail-pas-d'école», disent les parents... «Pas de cinémas, on part», répondent en cœur les jeunes. Mais le problème vient-il vraiment de ce que les jeunes partent. Ne vient-il pas plutôt de ce qu'ils ne reviennent pas? Ce n'est pas tant le départ des jeunes qui devrait alors nous inquiéter que leur «non-retour» en région.

Partir: d'abord pour étudier

Une recherche récente menée sur la question nous aiguille vers quelques constats très simples: lorsque, à 16 ou 17 ans, on vient de terminer ses études secondaires, surgit la question des études collégiales. Aller au cégep? Peut-être; mais où aller? Si vous habitez dans une petite collectivité en Abitibi, en Gaspésie, décider de poursuivre ses études suppose qu'on quitte sa petite ville ou son village et, dans beaucoup de cas, qu'on s'exile pour une autre région. Le cégep le plus proche est souvent à plusieurs heures de route et il n'offre pas toujours le programme spécialisé qu'on voulait suivre. Il faut déménager! Le même manège risque de se reproduire au moment de choisir une université. La poursuite des études est ainsi la première raison invoquée par les jeunes pour expliquer leur départ de la ville, du village ou de la région où ils vivent.

Pour d'autres jeunes, beaucoup moins nombreux, c'est plutôt le travail qui les oblige à quitter leur région: on fait des études, on revient chez les parents quelque temps puis le travail nous appelle ailleurs. Enfin, certains jeunes que nous avons rencontrés nous ont expliqué avoir quitté leur région pour suivre un conjoint parti étudier ou travailler dans une autre ville, dans une autre région... l'amour toujours! Bref, les études, le travail, les amours nous poussent vers d'autres lieux.

L'aventure, la liberté, le changement

S'il y a des motifs qui incitent les jeunes à partir, le départ repose aussi sur des motivations plus complexes. Les études, le travail, les amours, servent d'auberge à d'autres préoccupations. Être jeune, c'est également vouloir «faire sa vie», prendre ses distances d'avec son milieu familial. Et quoi de mieux qu'un déménagement au loin, «obligé» par la nature de la situation, avec la permission des parents en prime: «Vas-y le jeune, les études, c'est important...» On cherche alors un programme d'études à 500 kilomètres de la maison: «La Floride, ce n'était pas assez loin», nous rap-

pelle une ex-étudiante. Partir, c'est l'aventure, la liberté, le changement. Le départ devient l'occasion d'expérimenter une nouvelle forme d'autonomie: avoir son appartement... et faire son épicerie, préparer ses repas, s'occuper du ménage... et du lavage. C'est aussi la possibilité pour le jeune de développer un style de vie qui lui ressemble et d'affirmer son individualité.

Quitter son milieu d'origine, c'est aussi aller à la rencontre d'une vie culturelle plus exotique. Lorsqu'on va étudier ou travailler à Hull, Sherbrooke ou Montréal, on se retrouve dans un monde nouveau composé de cafés branchés, de cinémas, de musées, de théâtres, de restaurants (quand on peut se les payer), tous ces lieux qui distinguent la grande ville de la localité d'où on vient. La possibilité de vivre dans ce monde trépidant attire et incite au départ, même si, une fois sur place, on se retrouve souvent entre amis de la région... partis eux aussi pour voir «d'autres faces». Il y a dans tous ces départs, par conséquent, plus d'éléments attractifs que de facteurs franchement répulsifs: partir ou quitter... ce n'est pas tout à fait la même chose! Au-delà des contraintes, c'est souvent un choix que font les jeunes. Aussi, le départ d'un jeune pour la grande ville n'est pas si différent de celui de tant de jeunes Montréalais qui troquent la maison familiale de la rue Papineau pour aller, deux rues plus loin, «vivre à quatre dans un trois et demi», avenue De Lorimier.

Favoriser le retour?

Bref, partir de la région marque simplement le passage d'une période de la vie à une autre. D'ailleurs on ne rencontre guère d'amertume chez les jeunes quant à leur région d'origine. Les premiers temps, ils y reviennent même souvent: les fins de semaine (pour le lavage et les boîtes de conserve), lors de congés scolaires ou l'été, pour travailler. Aussi, ne faut-il pas voir dans le départ des jeunes un rejet du milieu régional. Les discours culpabilisants n'ont donc pas lieu d'être. Bien au contraire. Le départ des

jeunes est souvent bénéfique pour eux. C'est l'occasion de voir autre chose, de se frotter à des réalités différentes. C'est tout aussi bénéfique pour la région, les jeunes revenant avec un regard neuf et des idées pleines la tête.

Il ne faut pas tant chercher à empêcher les jeunes de partir, qu'à favoriser leur retour. Il existe certains moments charnières pour le faire. Par exemple, lors de la fin des études. Il s'agit là d'un moment de transition où le choix de revenir ou non en région se pose sans pour autant retourner à la case «départ». Dans cette optique, des projets comme *Place aux jeunes*, qui visent, pendant trois fins de semaine, à faire redécouvrir leur région d'origine à des jeunes qui l'ont quittée et à les aider à se rebâtir un réseau de contacts, sont exemplaires.

Le moment de fonder une famille et d'avoir des enfants constitue aussi un moment charnière.

La présence proche de la mère ou du père — donc d'un grand-mère ou d'un grand-père pour les futurs petits-enfants — est appréciée, voire recherchée par les jeunes. Les municipalités pourraient alors se doter de politiques familiales qui favoriseraient par le fait même le retour des jeunes dans leur région. Et puis, il y a l'emploi qu'on trouve plus facilement au sein de réseaux personnels établis depuis longtemps que dans les pages centrales de la presse nationale. Et pourquoi pas acheter aussi la maison d'un oncle? Les occasions patrimoniales sont plus nombreuses dans le milieu d'origine que dans les centres urbains où on a difficilement tenté de s'intégrer. La pêche est meilleure aussi sur le lac d'en face et, «ça sent moins le gaz».

L'exode des jeunes des régions périphériques vers les régions plus centrales du Québec est certes un phénomène préoccupant. Devant les motifs exprimés par les jeunes, n'y a-t-il pas lieu que les acteurs régionaux changent leur fusil d'épaule, cessent de s'inquiéter des départs trop nombreux des jeunes et travaillent plutôt à favoriser leur retour et à profiter pleinement de leur apport nouveau à la vie collective?

L'Observatoire jeunes et société de l'INRS-Culture et Société a comme objectif de produire, recueillir et diffuser de la recherche sur les jeunes. Nous ouvrons nos pages à ses collaborateurs chaque lundi (exceptionnellement mardi cette semaine).

Aussi, ne faut-il pas voir dans le départ des jeunes un rejet du milieu régional

Chantal Hébert

Mont-Tremblant: le référendum en reprise

Lorsqu'ils ont pris connaissance de leur revue de presse vendredi matin à Mont-Tremblant, les nombreux stratèges fédéraux en place à la conférence internationale sur le fédéralisme ont dû regretter de ne pas être restés au lit.

De leur point de vue, elle était dévastatrice. D'un article à l'autre, on retrouvait la même histoire: celle d'un événement échappant à ses auteurs pour être mis à profit par leurs adversaires souverainistes. Dans les textes, on sentait même pointer chez les témoins souverainistes jubilants de l'étonnement à l'idée d'avoir aussi bien tiré leur épingle du jeu d'une conférence financée par le contribuable canadien pour redorer le blason du fédéralisme.

Jusqu'au moment à la toute fin où le président américain Bill Clinton a débarqué pour remettre en question avec beaucoup d'éloquence l'équation souverainiste qui veut que nation vigoureuse égale pays distinct, la poignée de souverainistes dépêchée à la conférence avait largement battu le gouvernement Chrétien à son propre jeu.

Deux conférences: un message

En dressant le bilan de l'événement, son organisateur en chef, l'ex-premier ministre ontarien Bob Rae, a fait valoir avec justesse qu'il y avait finalement eu deux conférences dans une à son Forum des fédérations.

Il y a eu celle que les médias ont véhiculée et qui a presque exclusivement carburé au débat Québec-Canada et l'autre, à laquelle les délégués ont assisté et qui était nettement plus fertile en présentations pénétrantes sur l'évolution du fédéralisme sur la planète.

Les organisateurs du Forum ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes pour le fait que la première a complètement éclipsé la seconde dans les médias. Moins de la moitié des sessions du Forum étaient publiques et les discussions plus substantielles se déroulaient à huis clos. Mais même si tout s'était passé au grand jour à Mont-Tremblant, rien ne dit que le fédéralisme à la Chrétien aurait mieux tiré son épingle du jeu.

Plusieurs participants québécois ont trouvé décourageant le message fédéral qui a transpiré des discussions à huis clos. Le politologue de l'Université de Montréal Alain Noël le résumait ainsi dans *Le Devoir* vendredi: «Le message qui est envoyé est que le fédéralisme est très bon et que le meilleur pays fédéral au monde, c'est le Canada. Les autres peuvent, au mieux, nous émuler, mais nous, nous pouvons travailler sur des brouilles, de petites choses. Il y a des petits ajustements à faire, mais nous sommes rendus [à bon port], donc on n'a pas besoin de se casser la tête.»

En gros, alors qu'on entendait parler en long et en large des efforts de créativité que des États comme la Belgique ou la Suisse déploient pour rendre leurs minorités nationales plus autonomes dans un cadre fédératif, le message du gouvernement Chrétien sur le même sujet pourrait se résumer aux mots «mission accomplie».

Dans les circonstances, on comprend que le chef libéral du Québec Jean Charest ait senti le besoin vendredi matin de venir répéter que des changements fondamentaux s'imposent au Canada, à commencer par la reconnaissance officielle de la spécificité du Québec. Une prescription de changement que M. Charest a dû être soulagé de retrouver dans le texte de Bill Clinton, lequel a dit à ses hôtes qu'«ou il y a des groupes insatisfaits dans certaines régions du pays, nous devons chercher des façons de répondre à leur anxiété et à leurs plaintes légitimes autrement que par la désintégration».

Le référendum, prise deux

Cela dit, au bout de toutes ces péripéties, les trois millions de dollars dépensés pour cette conférence représentent-ils un investissement pour la cause du fédéralisme ou un cadeau coûteux aux souverainistes?

Sans doute un peu des deux. Pour comprendre la dynamique qui a joué à Mont-Tremblant, il suffit finalement de se reporter à la dernière campagne référendaire.

À l'époque tout comme la semaine dernière, le champion en titre du Canada Jean Chrétien s'est présenté la bouche pleine de platitudes, convaincu qu'il allait remporter la partie haut la main.

Il s'est avéré que les fédéraux avaient grandement surestimé la force et les capacités du mouvement souverainiste, une erreur de calcul qui leur a presque coûté le référendum en 1995 et la conférence la semaine dernière.

Comme Daniel Johnson pendant la dernière ligne droite de la campagne référendaire, il a fallu que Jean Charest vienne à la toute fin plaider au nom des fédéralistes du Québec la nécessité du changement, sinon on n'en aurait jamais entendu parler.

En 1999 comme en 1995, le président américain Bill Clinton a dû voler à la rescousse du camp fédéraliste.

Et aujourd'hui comme hier, la volonté de faire bouger les choses à partir d'Ottawa demeure l'ingrédient qui fait le plus cruellement défaut au camp fédéraliste.

Chantal Hébert est *columnist* au journal *The Toronto Star*.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Réplique à Jean Larose

Le collège Brébeuf n'est pas un lieu de perdition

CATHERINE PEYRONNARD
Au nom de l'Association générale
des étudiants collégiaux de Brébeuf

Monsieur Jean Larose, l'Association générale des étudiants collégiaux de Brébeuf (AGEB) attendra donc vos excuses sous peu. Soyez désormais conscients que liberté d'expression n'est pas synonyme de licence. Si votre article était une vaste blague, dites-le. Si nous l'avons mal interprété, sachez que ce qui importe dans un article n'est pas tant ce que son auteur dit mais ce qui peut en être interprété.

Vous avez peut-être vu, dans la section Idées du *Devoir* de la fin de semaine dernière, un article pondu par le digne M. Larose, professeur de Belles Lettres à l'Université de Montréal, traitant de la «médiocrité de l'enseignement secondaire» du «Collège parascolaire» Jean-de-Brébeuf et des élèves qui le fréquentent.

Nous tenons tout d'abord à remercier M. Larose d'avoir grandement contribué au régime-minceur de tous les étudiants par l'hilarité générale que son article a déclenchée au sein de notre communauté étudiante. La fabulation de M. Larose a fait l'effet d'une bombe auprès des psychologues virtuels du Collège Jean-de-Brébeuf. Tous cherchent à savoir si *La Petite Noireur*, série d'essais de notre petit Jean, n'aurait pas été inspiré par l'hologroscopie phalique de son auteur. Cet article, qui fait de Brébeuf (appelé Brébeux peut-être par allusion à BRE-X, bien que nous n'estimions pas l'auteur capable d'une telle corrélation) une institution préconisant la com-



ARCHIVES LE DEVOIR

«Nous tenons à remercier M. Jean Larose d'avoir grandement contribué au régime-minceur de tous les étudiants par l'hilarité générale que son article a déclenchée au sein de notre communauté étudiante.»

bustion d'herbes entre les cours ainsi que l'homosexualité auprès des élèves, est la preuve écrite que, bien que le bon sens soit la chose au monde la mieux partagée (Descartes), certains en usent très peu.

En effet, l'article de M. Larose, tombant entre les mains de «l'Association des gays et lesbiennes qui fréquentent le Festival Juste pour Rire» qu'est le Collège, a créé une vague de commisération pour son auteur: comment, en effet, Jeannot pouvait-il savoir que dans notre monde de fous, tout travail, avant d'être remis, doit être documenté?

Entreprenons donc la restauration de la vérité dans le tissu de mensonges. Malheureusement, cher lecteur, nos professeurs n'ont pas encore reçu la qualification

«drôles à mort» par les Inspecteurs du Festival Juste pour Rire» (comme M. Larose le prétend), pour la simple et bonne raison que le Festival n'a pas d'inspecteurs. Par contre, si un tel poste existait, il ne fait nul doute que certains enseignants recevraient des mentions et des croix d'honneur, car, si le sarcasme est la politesse des petits, l'humour est l'intelligence des grands.

Et ces grands qui nous enseignent savent quotidiennement susciter de l'intérêt chez leurs étudiants et mobiliser leur attention par l'exactitude et pertinence de leurs références et la justesse de leur matière. Passionnés, ils sont passionnants, et font de la présence de l'élève au cours non plus seulement un règlement, mais un choix.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Odile Tremblay (horizons), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Precourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cormier; Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Munger, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante, Corneille (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (comités). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION: Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sébastien Vallée, Christian Vien, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE: Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Yse Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

DE GAULLE

SUITE DE LA PAGE 1

d'une France vaillante et républicaine, font la fortune des éditeurs. *Libération* a recensé 128 livres disponibles sur le général. Même des intellectuels de gauche, comme Régis Debray, participent à cette grande opération de nostalgie gaulliste.

Pour la plupart des observateurs, cette soudaine renaissance de l'homme du 18 juin n'est que la bouée de sauvetage d'une droite en déroute. Coincé dans une cohabitation qui devrait durer encore au moins deux ans, Chirac, diront les méchantes langues, en est réduit à se faire voir aux générales pour exister. Faute de consensus au sein d'une droite qui s'émiette chaque jour un peu plus, de Gaulle demeure un des rares terrains d'entente, en plus de rappeler cet âge d'or où la droite avait quelque chose à proposer. «Le gaullisme devient un objet culturel de consommation», disait l'écrivain gaulliste Denis Tillinac.

Mais le syndrome ne touche pas que la droite. La gauche semble elle aussi en mal de héros. En plein débat sur la semaine de 35 heures et l'assouplissement des normes du travail, elle a récemment éprouvé le besoin de s'identifier à un personnage de fiction. A quelques semaines de l'annonce de 3000 mises à pied chez Michelin, toute la gauche s'est reconnue dans le slogan «Nous sommes tous des Rosetta» imprimé à pleines pages dans les journaux. Celui-ci faisait écho au slogan des communistes: «Nous sommes tous des Michelin». Rosetta est l'héroïne du film éponyme des frères Dardenne, lauréats de la palme d'or à Cannes cette année. Cette jeune fille de 21 ans qui vit avec sa mère alcoolique dans un camping cherche désespérément un travail. Comme si la fiction pouvait venir au secours d'une gauche accusée chaque jour de laisser libre cours aux lois du marché. La politique serait-elle si ennuyeuse qu'il faille lui fabriquer quelques mythes?

Celui du général, en tout cas, n'est pas près de s'écrouler. Mais on peut douter qu'il remette à la mode une droite qui ne s'entend que sur le passé. Le spectacle de Robert Hossein, lui, a plutôt un avenir. A la différence de *Notre-Dame de Paris*, il est peu probable qu'il soit monté à Montréal ou à Londres. Mais qui sait s'il pourra peut-être se retrouver, après *Notre-Dame*, dans ce Paris de carton-pâte qui vient d'être inauguré à Las Vegas? Parions que, contrairement à de Gaulle, Hossein ne dirait pas non!

crioux@csi.com

Le virus du Nil inquiète les Américains

Washington (AFP) — L'épidémie du «virus du Nil occidental», qui a déjà fait au moins quatre morts à New York, suscite de sérieuses interrogations aux États-Unis, où les autorités évoquent la possibilité d'une attaque terroriste à l'arme biologique. «Chaque fois qu'une maladie comme celle-ci, nouvelle ou inattendue, apparaît, ce serait irresponsable de ne pas au moins envisager la possibilité du bioterrorisme», a reconnu lundi le secrétaire adjoint à la Santé, le D^r Margaret Hamburg, dans le quotidien *New York Times*. Un responsable de la CIA, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a confirmé à l'AFP les informations publiées hier par l'hebdomadaire *New Yorker* selon lesquelles les services secrets américains enquêtaient sur l'hypothèse d'une attaque bioterroriste. Mais, a-t-il aussitôt affirmé, «nous n'avons aucune preuve qui vienne étayer ces allégations». «Au vu des informations dont nous disposons à l'heure actuelle, rien ne nous pousse à penser qu'il s'agit d'autre chose que d'un phénomène naturel», a-t-il dit. L'apparition soudaine cet été du virus du Nil occidental sur le continent américain reste un mystère inexplicable pour les épidémiologistes du Centre de contrôle et de prévention des maladies infectieuses (CDC) à Atlanta (Géorgie). Son directeur, James Hughes, a estimé, sans pouvoir fournir d'explication précise, que l'apparition du virus dans la région de New York était l'œuvre de «Mère Nature». Dès août, après la découverte de dizaines de corbeaux morts ou atteints de troubles neurologiques et les premiers décès humains dus au virus, le maire de New York, Rudolph Giuliani, avait ordonné des opérations d'épandage d'insecticides. Mais, au départ, la souche virale avait été présentée comme étant celle de l'encéphalite de Saint-Louis, une maladie courante dans le sud des États-Unis.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

ROUTIERS « Cette injonction est l'équivalent des mesures de guerre »

SUITE DE LA PAGE 1

avait demandé, à savoir de ne pas se tenir sur la voie publique et de ne pas inciter les camions à s'arrêter», a indiqué le caporal Mathias Tellier de la SQ. A ce sujet, le ministre de la Sécurité publique avertissait que «ceux que nous prendrions à enfreindre l'injonction seront poursuivis».

Marc Laviolette, président de la CSN, a reconnu que les camionneurs faisaient acte de désobéissance civile mais il ne comprenait pas que l'on puisse les arrêter en vertu du Code criminel. «Nous dénonçons le caractère illégal et abusif de ces arrestations puisque ces personnes ne commettent aucun acte criminel. Cette façon de faire démontre que l'injonction est complètement impraticable. On procède en vertu du Code criminel alors que ça relève du Code civil.»

«En procédant de la sorte, le gouvernement porte à des sommets inégalés la répression syndicale, a-t-il poursuivi. Cette injonction est l'équivalent des mesures de guerre. C'est un grave précédent par rapport aux chartes des droits et libertés. C'est pourquoi nous nous présenterons en cour d'appel pour casser cette injonction.»

Les représentants syndicaux n'ont donc pas voulu recommander à leurs membres quoi que ce soit, du moins publiquement. Ils s'en sont tenus à inviter le gouvernement à la table des négociations. «Le gouvernement a reconnu que la circulation était de nouveau libre, a répété M. Laviolette, eh bien, nous sommes prêts dès demain à rencontrer le gouvernement.»

En effet, M. Ménard affirmait «grâce à l'intervention des policiers, on peut arriver ce matin [lundi] qu'il n'y a plus de barrages, plus de points de contrôle, plus de blocus, plus de ralentissement»... Malgré ces paroles reconfor-

tantes, plus de 1070 camions étaient toujours réunis au sein de 25 points de rassemblement au Québec au moment de la conférence de presse. Au moment de mettre sous presse toutefois, ils étaient moins de 900 et ce nombre diminuait au fil des heures. Vendredi soir, ils étaient près de 1800.

«Nous invitons ceux qui veulent partir à le faire et leur garantissons qu'ils peuvent le faire», a rassuré M. Ménard, avant de prendre le cas d'Hébertville en exemple. «Lorsque les policiers ont procédé au déplacement de deux véhicules pour permettre à un camion de propane de circuler, 40 autres ont suivi. Beaucoup de camionneurs veulent partir, mais ils ne le peuvent physiquement», a-t-il jugé.

Tant que la sécurité publique ne sera pas assurée, les autres ministres concernés, Guy Chevrette, ministre des Transports et Diane Lemieux, ministre du Travail, refuseront d'intervenir à indiqué M. Ménard. «Si le gouvernement cédait, a-t-il dit, ce serait lancer le message qu'au Québec, pour faire valoir ses revendications, il faut brimer le droit des autres.»

Représailles

Une conséquence quelque peu inattendue a perturbé l'activité économique de plusieurs régions. Malgré la libre circulation effective sur les routes, plusieurs compagnies hésitaient à laisser partir leurs camions des points de ravitaillement, de peur de représailles. Cette situation désorganise l'activité économique, notamment en Abitibi où l'on signalait que certains endroits étaient privés d'essence.

Joint à son domicile par *Le Devoir*, René Miglierina, vice-président au Québec de l'Institut canadien des pro-

duits pétroliers, a allégué que les distributeurs étaient victimes de menaces téléphoniques leur enjoignant de ne pas livrer leur carburant. Il a également avancé que plusieurs camionneurs, qui tentaient de livrer de l'essence de Chicoutimi à La Baie hier avaient vu leurs pare-brise fracassés par des manifestants. Une information qu'aucun corps de police n'a pu nous confirmer.

«J'ai entendu M. Laviolette dire que le carburant était livré... Il se donne une certaine virginité devant les médias, mais ça ne se passe pas comme ça. Il est vrai qu'à Val d'Or, les camionneurs ont permis que soient livrés 5000 litres par station. Par contre, à Amos ça ne se passe pas comme ça. Même que lorsque les manifestants d'Amos ont entendu ce qui se passait à Val d'Or, ils ont sauté dans leurs camions pour que ça s'arrête.»

Cela a incité M. Miglierina à lancer un défi au président de la CSN. Il souhaite le rencontrer à l'endroit de son choix pour monter avec lui dans un convoi transportant du carburant. Ainsi, M. Laviolette pourrait constater de visu, selon M. Miglierina, que les choses ne roulent pas aussi rondement qu'il le prétend.

M. Laviolette a quant à lui qualifié M. Miglierina d'«excité» et a soutenu que «les compagnies de pétrole conservent délibérément les chargements, ce qui a pour conséquence de créer une pénurie. Après ça on dit que c'est de la faute des camionneurs».

Alors qu'en soirée, ils semblaient nombreux à reprendre la route, certains représentants syndicaux indiquaient que ce n'était pas pour autant la fin. D'autres moyens de pression pourraient être utilisés. Notamment le fait, pour les camionneurs, de rentrer chez eux et de ne pas travailler, tant que les choses ne seront pas réglées.

IMPÔT

«Il s'agit de redonner aux gens l'idée que l'État est légitime. On en est rendu là»

SUITE DE LA PAGE 1

ment doit se rappeler que les Québécois restent très attachés aux grandes missions de l'État. Après l'atteinte du déficit zéro, l'objectif doit maintenant être de réduire les impôts et de consolider les services publics.

«Ce n'est pas la quadrature du cercle, c'est un nouveau défi réalisable», soutient M. D'amours en rappelant que l'assainissement des finances publiques représenterait également, aux yeux de plusieurs, un défi gigantesque.

L'économiste Pierre Fortin abonde un peu dans ce sens en expliquant qu'alléger le fardeau fiscal est devenu une question fondamentale.

«Il s'agit de redonner aux gens l'idée que l'État est légitime. On en est rendu là», souligne-t-il. Selon lui, les citoyens ont perdu confiance envers le gouvernement puisque, depuis plusieurs années, les salaires n'ont guère bougé, les impôts ont augmenté et les services diminués.

M. Fortin note que la situation économique québécoise est moins noire que ne le laissent croire certains oiseaux de malheur. En fait, le Canada a beaucoup perdu par rapport aux États-Unis en dix ans, mais le Québec un peu moins que le reste du pays.

«Si l'on tient compte du fait que la population augmente moins au Québec, par exemple, le taux d'emploi est meilleur au Québec.»

Cela dit, l'écart entre l'Ontario et les États-Unis doit être réduit. Au rythme actuel, rejoindre l'Ontario nécessiterait huit décennies, soutient M. Fortin. Il faudra donc susciter une croissance de beaucoup supérieure pour rattraper ce rythme de croisière.

«Il faut «booster» l'économie en jouant sur la fiscalité», insiste-t-il. L'économiste s'intéresse en ce moment au modèle irlandais et à sa très faible taxation des entreprises qui «sortent» leurs profits de pays comme le Canada pour les déclarer en Irlande. Une baisse de l'impôt des entreprises attirerait les compagnies étrangères au Québec et garderait ici les entreprises québécoises.

Pour ce qui est de l'impôt des particuliers, l'écart avec l'Ontario est considérable, rappelle le professeur de l'UQAM, soit cinq milliards. La réduction de 1,3 % promise par Bernard Landry est un bon début, croit-il, et il suggère de «détaxer l'épargne». Encourager l'épargne en continuant de taxer la consommation, par exemple, aurait un effet bénéfique à long terme sur l'économie québécoise.

Quant au fiscaliste Claude Laferrière, également de l'UQAM, il n'a pas l'intention de dire au gouvernement quel scénario choisir parmi ceux présentés. Au contraire, dit-il, ni-figue ni raisin, «il faudrait peut-être les augmenter les impôts» parce que ces scénarios ne corrigent pas les problèmes et dans certains cas, «ils peuvent les aggraver».

Avec son collègue Yves Chartrand, M. Laferrière a fait parler de lui le printemps dernier en démontrant que certaines familles étaient plus avantagées par l'ancien système de crédits d'impôt plutôt que par les garderies à 5 \$. Cette thèse est issue d'une étude détaillée de l'impôt 1998 au Québec. On y concluait au «pire état du régime fiscal actuel».

L'analyse basée sur les taux d'imposition réels montre que la situation des familles monoparentales et biparentales au regard de l'impôt est «désolante». Il invite le gouvernement québécois, dont la fiscalité est plus cruelle pour certains contribuables que le régime fédéral, à une plus grande transparence sur les effets pervers de toutes les mesures de la fiscalité.

L'impôt québécois ne saurait être qualifié de «progressiste», selon M. Laferrière. Les taux réels d'imposition élevés au Québec, ajoute-t-il, encouragent le travail au noir et procèdent d'un mauvais synchronisation entre les mesures sociales et fiscales.

Cinq scénarios

Le ministre Bernard Landry a promis la semaine dernière d'écouter attentivement ce qu'on a suggéré les intervenants en commission parlementaire. Finalement, a-t-il cependant indiqué, son choix se fera entre les cinq scénarios proposés lors du dernier budget.

IMPÔT

«Il s'agit de redonner aux gens l'idée que l'État est légitime. On en est rendu là»

En fait, la question posée par le grand mitou des Finances peut se résumer à définir si la classe moyenne sera davantage touchée par une réduction de son fardeau fiscal au sein de la réforme qui s'échelonne jusqu'en 2003.

Après avoir diminué ou éliminé les impôts des contribuables gagnant moins de 50 000 \$ annuellement et des plus démunis (840 millions) et la taxe sur la masse salariale des PME (225 millions), M. Landry pense que le temps est venu de faire bénéficier d'un répit les contribuables ayant un revenu familial qui se situe principalement entre 50 000 \$ et 100 000 \$.

Il faut noter que le poids de l'impôt des particuliers au Québec est le plus élevé par rapport aux autres provinces canadiennes, 15,7 % de son PIB (11,2 % en Saskatchewan et 14,9 % en Ontario) et à la moyenne du G 7. Le ministre Landry cherche une réduction qui tiendra compte des situations particulières de certaines catégories de contribuables et qui assurera un régime fiscal compétitif «afin de préserver le caractère concurrentiel de l'économie et d'inciter les agents économiques à y résider et à y produire».

Le premier scénario proposé coûterait 1,33 milliard à l'État et toucherait davantage les ménages à faible revenu et de la classe moyenne. Ce scénario conserve une table d'imposition à trois taux marginaux. Le tout est accompagné d'une baisse du taux de transformation des crédits d'impôt non remboursables. Cela permettrait à 54 300 contribuables supplémentaires de ne plus payer d'impôt du Québec. De ce nombre, on compte 32 400 contribuables ayant des enfants.

Le coût du deuxième scénario serait sensiblement le même que celui du premier, mais il toucherait davantage les familles à revenu moyen et élevé en utilisant aussi la table d'imposition à trois taux marginaux. Le taux le plus élevé serait de 25 %, soit un point de moins que dans le régime actuel, et s'appliquerait à un revenu supérieur à 100 000 \$. Ce scénario comprend, pour les familles de classe moyenne, une bonification de 90 millions de la réduction de l'impôt à l'égard de la famille. Les effets seraient moins importants pour une personne vivant seule à revenu faible ou moyen.

Le troisième scénario vise une réduction plus importante et proportionnelle pour l'ensemble des contribuables avec un soutien supplémentaire aux familles.

Pour les coffres de l'État, il en résulterait d'un coût fiscal de 1,91 milliard, soit 600 millions de plus que l'objectif de 1,3 milliard. Il est suggéré que la différence pourrait être comblée notamment par une hausse de la taxe de vente du Québec. À l'instar du précédent, ce scénario englobe une bonification de 90 millions de la réduction d'impôt à l'égard de la famille.

Le quatrième scénario vise essentiellement la classe moyenne à un coût fiscal de 1,31 milliard. Ce scénario diffère des précédents du fait qu'il ne prévoit pas de bonification de la réduction d'impôt à l'égard de la famille. Il comporte une table d'imposition à deux taux marginaux. Il comprend une majoration de certains montants admissibles aux crédits d'impôt non remboursables. Ce scénario entraîne une réduction marquée d'impôt chez les ménages gagnant respectivement 50 000 \$ et 75 000 \$.

Le dernier scénario favorise les ménages à revenu moyen et élevé, une mesure qui coûterait 1,71 milliard au gouvernement. Ce scénario se concentre là où l'écart de l'impôt par rapport aux autres provinces est le plus prononcé.

Comme il prévoit une réduction globale supérieure à l'objectif de 1,3 milliard, la différence pourrait être compensée par une hausse de la taxe de vente. Il comprend, comme dans le scénario précédent, une majoration de certains montants admissibles des crédits d'impôt non remboursables afin de hausser les seuils d'imposition nulle des ménages à faible revenu. Ce scénario à taux unique réduit significativement les impôts des contribuables à revenus moyen et élevé, tout en permettant néanmoins une baisse relativement significative pour les ménages à revenu moins élevé.

BOULAY

SUITE DE LA PAGE 1

avec Zachary Richard?

À l'Olympia, en tout cas, il est difficile de le deviner tant la chanteuse semble ménager ses effets et retenir son souffle. Évidemment, certains de ses choix ne trompent pas. Comme sa collaboration avec le guitariste Eric Sauvya — «le plus québécois des guitaristes français», dit Boulay — qui a joué avec Niagara et Daran et les chaises.

Le secret est encore mieux gardé dans ces émissions de variétés dont Boulay est devenue une habituée, mais où l'on prend les invités (surtout les femmes) pour de vulgaires jukeboxes. Dans la dernière édition de *Tapis rouge*, l'émission de Michel Drucker, on lui a fait chanter *Aux portes du pénitencier*, le succès de Johnny, sur fond d'orchestre symphonique.

Mais la jeune vedette ne dit rien. Elle accueille le succès avec un flegme intarissable et dit prendre autant de plaisir à chanter Lama que Brel ou Johnny. Elle se contente de sourire lorsqu'on lui rappelle l'esclandre que Claude Dubois fut à deux doigts de provoquer chez Drucker au printemps en soulignant qu'il connaissait d'autres chansons que *Le Blues du businessman*. Si près du succès, Isabelle Boulay rêve de tout autre chose que de faire des vagues. Au restaurant des Capucines qui fait face à l'Olympia elle commande une salade gourmande «sans foie gras ni magret». Mais, «du foie gras, j'en mange», précise-t-elle. «Du magret aussi!»

Peu d'artistes québécois ont connu une ascension aussi fulgurante à Paris. En moins d'un an, Isabelle Boulay s'est retrouvée à toutes les grandes émissions de variétés de la capitale. Elle vient tout juste de refuser la prestigieuse *Taratata* pour pouvoir être au gala de l'ADISQ à la fin du mois où elle est en nomination dans 10 catégories. La voilà aussi habituée de Drucker qu'un Roch Voisine qui fait carrière depuis dix ans en France. Jeudi dernier, c'est Patrick Bruel qui venait l'écouter à l'Olympia. Le lendemain, c'était Luc Plamondon.

Isabelle Boulay entreprenait la semaine dernière une tournée de 31 spectacles. Au printemps ou à l'automne 2000, elle pourrait refaire

l'Olympia, seule cette fois. Le résultat est plus que respectable pour quelqu'un qui était une parfaite inconnue en France il y a sept mois à peine. Certes, Boulay avait visité Paris en 1991 avec les gagnants du Festival de Granby. Elle a ensuite tenu l'affiche de *Starmania* pendant trois saisons, entre 1995 et 1998. Cela lui avait permis d'apprivoiser la capitale et les plateaux de télévision.

Il y a trois ans, son impresario, l'infortuné Josélio Michaud, avait demandé à Cabrel d'écrire une chanson à sa protégée. Cabrel avait refusé, mais s'est souvenu d'elle pour la tournée de cette année. Boulay est même allée chanter dans son village d'Astafort, dans le Sud-Ouest. C'est encore Josélio Michaud qui a convaincu V2, la maison de Richard Branson (l'ancien propriétaire de Virgin), de la prendre sous son aile. La collaboration Michaud-Boulay date de l'époque où Josélio était animateur de radio à Matane. Il avait d'ailleurs tout fait pour décourager sa découverte d'aller étudier la littérature à Limoilou, où les professeurs étaient de toute façon toujours en grève...

Avec 50 000 albums (*États d'amour*) et 60 000 singles (*Je t'oublierai, je l'oublierai*) vendus en France, Isabelle Boulay est d'ores et déjà une des promesses de la scène française. Un deuxième single (*La Lue*) vient de sortir et un troisième (*Le Saule*) sera lancé plus tard. Suivront un disque *live*, tiré des deux «Cartes blanches» Francfolies de Montréal de cet été et un nouvel album avec des collaborations de Daniel Seff, Zazie, Richard Cocciante et Diane Tell. Le premier extrait sortira d'ailleurs en France avant le Québec.

Si elle devait faire carrière aux États-Unis, Isabelle Boulay avoue qu'elle enregistrerait un album exclusivement country. Comme lorsqu'elle était petite et chantait pour la visite *Guitare et Cadillac*, un classique western. «La musique country est celle qui rejoint directement les gens, dit-elle. Celle qui les fait vibrer.» Celle que chantait probablement son père lorsqu'il vivait retiré dans la forêt derrière Matane. Le danger serait que les Français, eux, ne le découvrent jamais.

L'accord sur le bois d'œuvre divise l'industrie

Vancouver (PC) — L'industrie forestière canadienne est divisée quant à la stratégie à adopter pour préserver son accès au lucratif marché américain du bois d'œuvre.

Les provinces exportatrices ainsi que les entreprises doivent vite choisir leur camp, selon qu'elles soient favorables ou non au renouvellement de l'accord canado-américain sur le bois d'œuvre, qui expire le 31 mars 2001.

Doug Waddell, spécialiste des questions de commerce international à l'ambassade canadienne à Washington, doit entreprendre le mois prochain des consultations auprès des provinces exportatrices et des entreprises.

Ottawa devra ensuite décider, au cours de la prochaine année, s'il veut renégocier un accord qui limite les exportations canadiennes aux États-Unis, ou encore s'il renonce à conclure un nouvel accord et s'expose ainsi aux recours judiciaires répétés des producteurs américains de bois d'œuvre, qui affirment que les droits de coupe peu élevés exigés par les provinces équivalent à des subventions.

Le gouvernement fédéral souhaiterait que l'industrie canadienne du bois détermine une base commune de revendications et d'intérêts avant que M. Waddell n'entreprenne ses consultations. «Nous disons aux gens de l'industrie qu'ils doivent discuter de cela entre eux, a déclaré un haut fonctionnaire au ministère du Commerce international. Ils doivent travailler en ce sens plutôt que de s'entredéchirer.» Ce ne sont toutefois pas que des détails qui divisent l'industrie canadienne, mais un principe fondamental: vaut-il mieux le libre-échange ou des échanges commerciaux réglementés? Les défenseurs de l'accord canado-américain sur le bois d'œuvre estiment que celui-ci, bien qu'il ait besoin d'être révisé, offre la stabilité aux exportateurs canadiens de bois d'œuvre, qui vendent chaque année pour huit milliards de leurs produits à l'industrie américaine de la construction.

Les détracteurs de l'accord, réunis au sein du Conseil du libre-échange pour le bois d'œuvre, estiment que deux décennies d'efforts pour amadouer le puissant lobby des producteurs américains de bois d'œuvre n'ont pas permis de mettre un terme au harcèlement dont se disent victimes les producteurs canadiens. Ils souhaitent donc la mort de l'accord.